



BEI EIB

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
RAPPORT ANNUEL 1972

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

RAPPORT ANNUEL 1972

2, PLACE DE METZ, LUXEMBOURG

Département Italie
Via Sardegna, 38
00187 Rome

Bureau de Représentation à Bruxelles
Rue Royale, 60
1000 Bruxelles

Rédaction achevée le 12 avril 1973

Ce Rapport Annuel est publié en langues danoise, allemande, anglaise, française, italienne et néerlandaise

Conseil des Gouverneurs

Président : Giovanni MALAGODI (Italie)

Belgique : Baron SNOY et d'OPPUERS, Ministre des Finances,
jusqu'en janvier 1972 ;

André VLERICK, Ministre des Finances,
jusqu'en janvier 1973 ;

Willy DE CLERCO, Ministre des Finances,
à partir de janvier 1973 ;

Danemark : Per HAEKKERUP, Ministre de l'Économie et du Budget,
à partir de janvier 1973 ;

Allemagne : Karl SCHILLER, Ministre de l'Économie et des Finances,
jusqu'en juillet 1972 ;

Helmut SCHMIDT, Ministre des Finances,
à partir de juillet 1972 ;

France : Valéry GISCARD d'ESTAING, Ministre de l'Économie et des Finances
Président jusqu'au 26 juin 1972 ;

Irlande : George COLLEY, Ministre des Finances,
à partir de janvier 1973, jusqu'en mars 1973 ;

Richie RYAN, Ministre des Finances,
à partir de mars 1973

Italie : Mario FERRARI AGGRADI, Ministre du Trésor,
jusqu'en février 1972 ;

Emilio COLOMBO, Ministre du Trésor,
jusqu'en juin 1972 ;

Giovanni MALAGODI, Ministre du Trésor,
à partir de juin 1972 ;

Luxembourg : Pierre WERNER, Ministre d'État, Président du Gouvernement, Ministre des Finances ;

Pays-Bas : Roelof J. NELISSEN, Ministre des Finances,
jusqu'en mai 1973 ;

Willem F. DUISENBERG, Ministre des Finances ;
à partir de mai 1973 ;

Royaume-Uni : Anthony BARBER, Chancelier de l'Échiquier,
à partir de janvier 1973.

Comité de Vérification

Président : Hans-Georg DAHLGRÜN, Professeur, Ancien Président de la Landeszentralbank in Rheinland-Pfalz, Speyer ;

Membres : Emile RAUS, Conseiller d'État, Directeur Général Honoraire de l'Administration des Postes et Télécommunications, Luxembourg ;

Roger LÉONARD, Premier Président Honoraire de la Cour des Comptes, Paris.

Conseil d'Administration

Président :

Yves LE PORTZ

Vice-Présidents :

Sjoerd BOOMSTRA

Luca ROSANIA

Horst-Otto STEFFE **

G. Raymond BELL *

Administrateurs :

Giorgio CAPPON,
Directeur Général de l'Istituto Mobiliare Italiano, Rome;

Bernard CLAPPIER, (à partir de janvier 1973)
Président du Crédit National Paris;

Raymond DENUCE,
Directeur Gérant Honoraire du Crédit Communal de Belgique,
Bruxelles;

Jacques de LAROSIÈRE de CHAMPFEU,
Chef du Service des Affaires Internationales, Direction du Trésor,
Ministère de l'Économie et des Finances, Paris;

Christopher FOGARTY,* (à partir de janvier 1973)
Deputy Secretary (Overseas Finance Group), Trésorerie, Londres;

Salvatore GUIDOTTI,
Directeur Général du Banco di Napoli, Naples;

Pierre GUILL,* (à partir de janvier 1973)
Président Directeur de la Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg;

Erik HOFFMEYER,* (à partir de janvier 1973)
Président du Conseil des Gouverneurs,
Banque Nationale du Danemark, Copenhague;

Anthony IJ. A. LOOIJEN,
Directeur des Relations Financières Extérieures,
Ministère des Finances, La Haye;

Herbert MARTINI,
Vice-Président du Conseil d'Administration de la Kreditanstalt für
Wiederaufbau, Francfort;

Gastone MICONI,
Directeur Général du Trésor, Ministère du Trésor, Rome;

Ugo MOSCA,
Directeur Général des Affaires Économiques et Financières,
Commission des Communautés Européennes, Bruxelles;

Alfred MÜLLER-ARMACK,
Staatssekretär a.D., Cologne;

Sean F. MURRAY,* (à partir de janvier 1973)
Assistant Secretary, Ministère des Finances, Dublin;

Maurice PÉROUSE,
Directeur Général de la Caisse des Dépôts et Consignations, Paris;

André POSTEL-VINAY, (jusqu'en janvier 1973)
Directeur Général de la Caisse Centrale de Coopération Économique,
Paris;

Raymond PROSSER,* (à partir de janvier 1973)
Deputy Secretary, Industrial Development Executive,
Ministère du Commerce et de l'Industrie, Londres;

Ruper RAW,* (à partir de janvier 1973)
Ancien Conseiller du Gouverneur de la Banque d'Angleterre,
Administrateur de l'Italian International Bank Ltd London,
Administrateur de la Banque Belge London, Londres;

Hans-Herbert WEBER,
Ministerialdirektor, Ministère Fédéral des Finances, Bonn;

Suppléants :

Aldo BALDARI, (décédé en décembre 1972)
Inspecteur Général du Trésor,
Ispettorato Generale per i Rapporti Finanziari con l'Estero, IRFE,
Ministère du Trésor, Rome;

Friedrich BERNARD,
Ministerialrat a.D., Ministère Fédéral des Finances, Bonn;

Frédéric BOYER de la GIRODAY,
Directeur,
Direction Générale des Affaires Économiques et Financières,
Commission des Communautés Européennes, Bruxelles;

Michel CAMDESSUS,
Sous-Directeur, Sous-Direction Épargne et Crédits,
Direction du Trésor,
Ministère de l'Économie et des Finances, Paris;

Antoine DUPONT-FAUVILLE, (jusqu'en octobre 1972)
Directeur du Crédit National, Paris;

Jacques FRIEDMANN,
Conseiller pour les Affaires Économiques et Financières auprès du
Premier Ministre, Paris;

Lionello FRONZONI,
Directeur, Banque d'Italie, Pérouse;

Paul GAUDY,
Inspecteur Général, Ministère des Finances, Bruxelles;

Pierre GUILL, (jusqu'en janvier 1973)
Président Directeur de la Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg;

Alfred KUBEL,
Premier Ministre du Land de Basse-Saxe, Hanovre;

J. Geoffrey LITTLER,* (à partir de janvier 1973)
Under-Secretary Finance (Overseas Finance Group), Trésorerie,
Londres;

Ugo MORABITO,
Ministre Plénipotentiaire, Ministère des Affaires Étrangères, Rome;

Waldemar MÜLLER-ENDERS,
Ministerialdirigent, Ministère Fédéral des Finances, Bonn;

David NENDICK,* (à partir de janvier 1973)
Assistant du Chief Cashier, Banque d'Angleterre, Londres;

Yves ROLAND-BILLECART, (à partir de janvier 1973)
Directeur Général adjoint de la Caisse Centrale de Coopération
Économique, Paris;

Savino SPINOSI, (à partir de janvier 1973)
Primo Dirigente del Tesoro, Ministère du Trésor, IRFE, Rome.

** M. Ulrich MEYER-CORDING a exercé les fonctions de Vice-Président jusqu'en avril 1972 et a été nommé Vice-Président Honoraire.

* nommé en janvier 1973 à la suite de l'adhésion des nouveaux États membres.

Comité de Direction

Yves LE PORTZ, Président
Sjoerd BOOMSTRA, Vice-Président
Luca ROSANIA, Vice-Président
Horst-Otto STEFFE, Vice-Président **
G. Raymond BELL, Vice-Président *

Directions

Direction de l'Administration Générale Secrétariat Général Personnel et Organisation Bureau de Représentation à Bruxelles	Henri LENAERT, Secrétaire Général, Directeur Michel LAUCHE, Conseiller Hans HITZLBERGER, Directeur adjoint André ANNEZ de TABOADA, Conseiller Manfred TEICHERT, Conseiller
Direction des Prêts dans les Pays Membres Département des Prêts en Italie, à Rome Département des Prêts dans les autres Pays Membres Département de l'Administration des Prêts	Armel BELLEC, Directeur Romeo dalla CHIESA, Directeur associé Giorgio RATTI, Conseiller principal Alfred KAWAN, Conseiller Helmuth CRAMER, Directeur adjoint Gérard d'ERM, Conseiller Manfred THOMSEN, Conseiller Marc de BUYER, Conseiller
Direction des Prêts dans les Pays Associés Département des Prêts en Turquie Département des Prêts dans les E.A.M.A./P.T.O.M. Département de l'Administration des Prêts	Karl-Heinz DRECHSLER, Directeur Eugenio GREPPI, Directeur adjoint Jean-Pierre LACAILLE, Conseiller Jacques SILVAIN, Directeur adjoint Robert CORNEZ, Conseiller Jean-Marie PAYEN, Conseiller Robert ALLOO, Conseiller
Direction des Finances et de la Trésorerie Emissions Trésorerie Comptabilité Générale	Louis CASSAGNES, Directeur Wolfgang THILL, Directeur adjoint John VAN SCHIL, Conseiller Anthon PETERSEN, Conseiller
Direction des Etudes Etudes Economiques Etudes Financières	John H. WILLIAMS, Directeur Henri LEROUX, Directeur adjoint Jean-Paul JACQUOT, Conseiller Desmond G. McCLELAND, Directeur adjoint
Direction des Affaires Juridiques	J. Nicolaas van den HOUTEN, Directeur Jörg KÄSER, Conseiller principal Bruno EYNARD, Conseiller Xavier HERLIN, Conseiller Michael KONSTAM, Conseiller
Direction des Conseillers Techniques	Marcello GOFFI, Directeur Hellmuth BERGMANN Giuseppe DURANTE Jacques FAUDON Robert LECLERCQ Ernst-Helmut LINDER Robert VERMEERSCH

** M. Ulrich MEYER-CORDING a exercé les fonctions de Vice-Président jusqu'en avril 1972 et a été nommé Vice-Président Honoraire.

* nommé en janvier 1973 à la suite de l'adhésion de nouveaux États membres.

Les comptes et le bilan de la Banque Européenne d'Investissement sont établis dans l'unité de compte définie à l'article 4, paragraphe 1, de ses Statuts. Sa valeur est de 0,88867088 gramme d'or fin.

Dans le présent rapport la conversion des monnaies nationales en unité de compte a été effectuée, pour l'établissement des comptes et du bilan sur la base des parités au 31 décembre 1972, à savoir, pour les monnaies les plus importantes pour l'activité de la Banque :

1 unité de compte =	3,66	Deutsche Mark
(u.c.)	5,55419	francs français
	625	lires italiennes
	3,62	florins hollandais
	50	francs belges
	50	francs luxembourgeois
	1,08571	dollar des Etats-Unis
	4,0841	francs suisses
	30	drachmes grecques
	15	livres turques

Pour l'établissement des statistiques des opérations de la Banque à partir du 21 décembre 1971 la conversion a été effectuée sur la base des taux suivants retenus pour ses travaux par l'Office statistique des Communautés Européennes en 1972, (taux centraux sauf pour le dollar) à savoir :

1 unité de compte =	3,49872	Deutsche Mark
(u.c.)	5,55419	francs français
	631,342	lires italiennes
	3,52281	florins hollandais
	48,6572	francs belges
	48,6572	francs luxembourgeois
	1,08571	dollar des Etats-Unis
	4,16915	francs suisses.

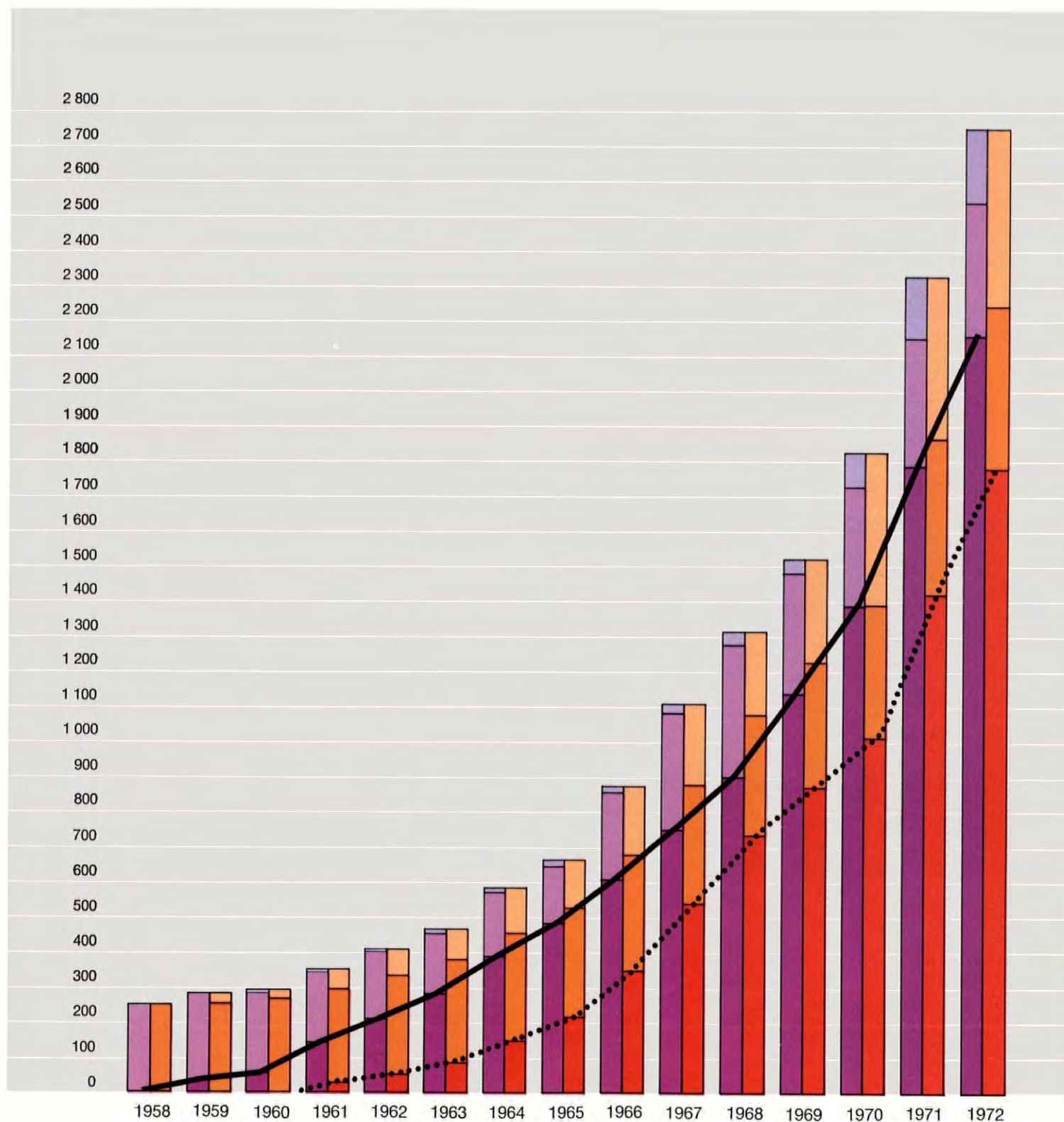
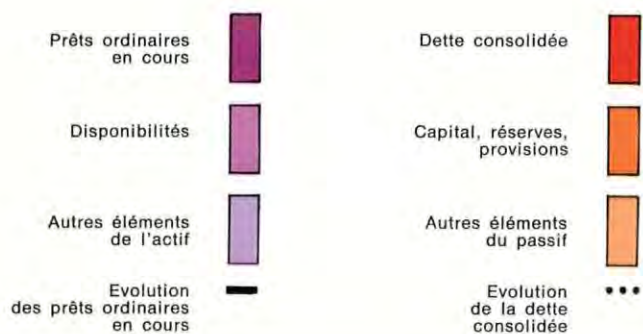
Table des matières

Introduction	9
Prêts, garanties et participation en 1972	17
Prêts et garanties dans la Communauté	21
Prêts et participation dans les Pays associés	31
Prêts, garanties et participation de 1958 à 1972	37
Ressources	43
Résultats de gestion	47
Administration	48
Etats financiers	
Bilan	50
Compte de profits et de pertes	52
Section Spéciale	53
Notes explicatives	54
Déclaration du Comité de Vérification	61

Liste des tableaux

Tableau 1: Prêts, garanties et participation en 1971 et 1972	17
Tableau 2: Prêts, garanties et participation en 1972 Répartition par types de financement et par pays	18
Tableau 3: Prêts, garanties et participation en 1972 Répartition par secteurs	19
Tableau 4: Prêts et garanties dans la Communauté Répartition par types de financement	29
Tableau 5: Emprunts effectués par la Banque	44
Tableau 6: Situation de la Banque au 1 ^{er} janvier 1973	62
Tableau 7: État des souscriptions au capital au 1 ^{er} janvier 1973	62
Tableau 8: Liste des projets financés en 1972	64
Tableau 9: Prêts, garanties et participation de 1958 à 1972 Répartition par types de financement et par pays	66
Tableau 10: Prêts, garanties et participation de 1958 à 1972 Répartition par secteurs	67
Tableau 11: Prêts et garanties dans la Communauté Répartition selon l'objectif dominant	68
Tableau 12: Prêts et garanties dans la Communauté Répartition selon les divers objectifs de politique économique	68
Tableau 13: Prêts et garanties dans la Communauté Répartition par types de financement	69
Tableau 14: Prêts globaux dans la Communauté de 1968 à 1972 Répartition par instituts intermédiaires	69
Tableau 15: Affectations sur prêts globaux dans la Communauté Répartition par régions et par secteurs	70
Tableau 16: Emprunts émis en 1972	71

Bilan de la Banque Au 31 décembre de chaque année



La Banque a développé son activité en 1972 malgré une conjoncture économique médiocre jusqu'à l'automne.

Le montant des concours nouveaux accordés par la Banque Européenne d'Investissement en 1972 a atteint 526,8 millions d'unités de compte ⁽¹⁾, contre 502,2 millions en 1971.

Ces opérations de la Banque se sont déroulées pendant la majeure partie de l'année 1972 dans un climat d'investissements assez médiocre alors que les moyens de financement étaient offerts aux entreprises en abondance, notamment sous forme de crédits bancaires. C'est seulement après l'été que ces facteurs se sont progressivement renversés, sans toutefois que les effets de cette nouvelle tendance aient eu le temps de se faire nettement sentir en 1972. Par ailleurs, en dépit d'une situation monétaire internationale apparemment moins perturbée que l'année précédente, certains emprunteurs n'en sont pas moins restés hésitants à s'endetter en devises.

La **Communauté des Six** a connu une croissance économique ralentie au cours des deux dernières années. Le taux d'expansion du produit national brut, qui avait atteint 5 1/2 % ⁽²⁾ par an, en moyenne, durant la période 1958-1970, s'est abaissé à 3 1/2 % en 1971 et est resté légèrement inférieur à 4 % en 1972. Ce résultat acquis sur l'ensemble de l'année recouvre un net ralentissement durant le premier semestre, suivi d'une reprise de plus en plus vive au cours des derniers mois. Ceci, joint à la réduction des profits sous la pression des coûts, explique la faible augmentation des investissements ou même, dans certains pays, leur fléchissement.

En Italie la conjoncture est, pour la troisième année consécutive, restée déprimée, avec un taux de croissance du produit intérieur brut à peine un peu moins faible qu'en 1971, et une nouvelle diminution des investissements et de l'emploi. Les sorties nettes de capitaux, gonflées par les mouvements spéculatifs en fin d'année, ont plus que compensé l'excédent accru de la balance des paiements courants. Néanmoins, la politique expansionniste menée par les autorités monétaires a entretenu une grande liquidité à laquelle a également contribué l'épargne des ménages, en progression du fait de l'augmentation des revenus salariaux et d'un comportement prudent face aux perspectives économiques et sociales incertaines.

En Belgique et, dans une moindre mesure, aux Pays-Bas, les investissements fixes des entreprises ont également fléchi et la croissance économique est restée peu vigoureuse en dépit d'une certaine expansion de la consommation publique et privée et de la demande extérieure. Quant au Luxembourg, il a bénéficié d'une activité plus soutenue de la sidérurgie.

En Allemagne, après un ralentissement de l'activité économique qui s'est prolongé jusqu'à l'été, une nouvelle phase de reprise s'est affirmée dès le début de l'automne

⁽¹⁾ Sauf indication contraire, tous les montants cités sont exprimés en unités de compte (cf. page 6). Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux obtenus par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'arrondissement.

⁽²⁾ Tous les taux cités dans ce chapitre correspondent, sauf indication contraire, à une évolution en volume.

Produit national brut dans la Communauté Variations en % par rapport à l'année précédente

En valeur

En volume

Communauté

16 %

14

12

10

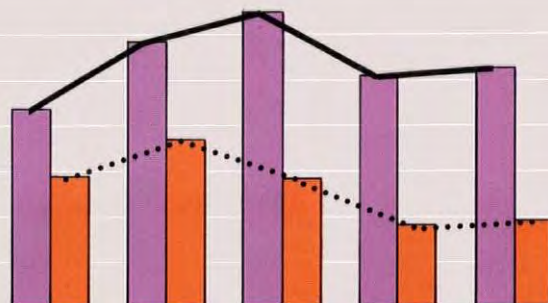
8

6

4

2

0



Allemagne

16 %

14

12

10

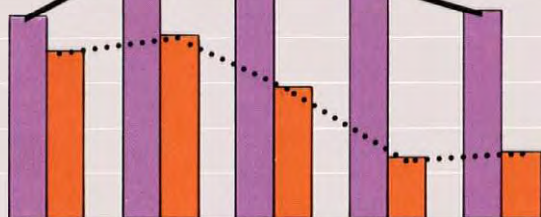
8

6

4

2

0



France

16 %

14

12

10

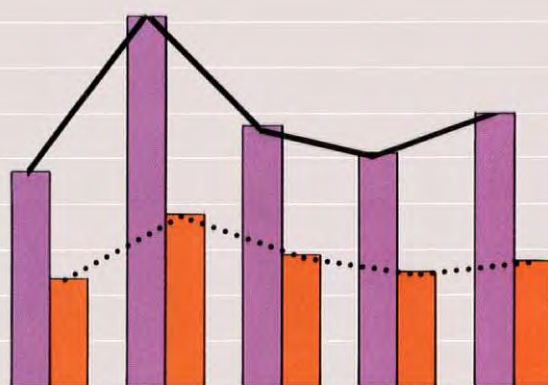
8

6

4

2

0



Italie

16 %

14

12

10

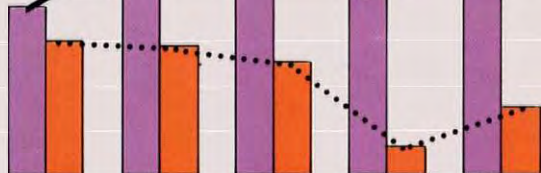
8

6

4

2

0



Pays-Bas

16 %

14

12

10

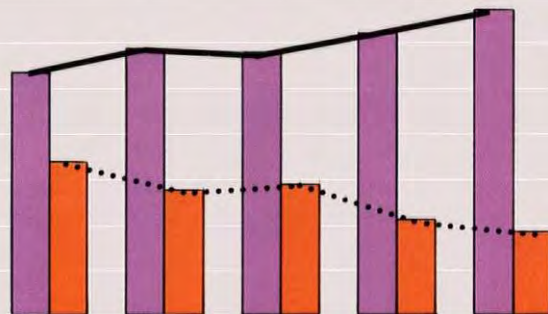
8

6

4

2

0



Belgique

16 %

14

12

10

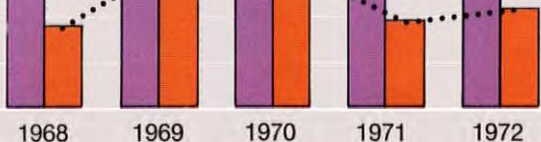
8

6

4

2

0



Luxembourg

16 %

14

12

10

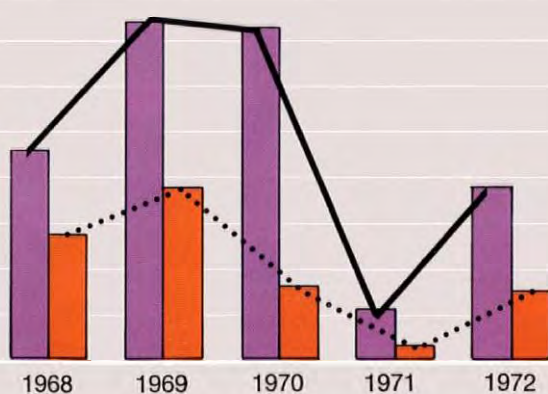
8

6

4

2

0



sous l'impulsion des commandes de l'étranger puis d'une vigueur accrue de la demande intérieure. Les effets expansionnistes notamment d'un excédent accru de la balance des paiements, malgré de notables sorties de capitaux à court et long terme durant le quatrième trimestre, auxquelles s'ajoutèrent, en fin d'année, de nouvelles tensions sur le marché de l'emploi, ont amené le gouvernement à renforcer les mesures de lutte contre l'inflation et l'excès de liquidités bancaires.

En France, la croissance économique déjà vive en 1971 s'est légèrement accélérée en 1972 sous l'impulsion de la demande des ménages, d'une légère amélioration des investissements des entreprises et d'une croissance plus rapide des exportations. Une certaine surchauffe s'est manifestée, surtout en fin d'année, notamment au niveau des prix et du rythme de la création monétaire. L'effet déflationniste d'un désendettement partiel du Trésor et d'un moindre accroissement des entrées de devises ayant en définitive exercé une incidence moins décisive que l'expansion accélérée des crédits à l'économie, un sérieux renforcement des mesures tendant à limiter l'augmentation des encours bancaires a dû être décidé en fin d'année.

Sur le plan financier, l'année 1972 a été marquée par une nouvelle expansion des marchés obligataires nationaux et du marché international européen.

Le niveau élevé des taux d'intérêt dans la Communauté en début d'année et la spéculation monétaire (notamment les mouvements de vaste amplitude qui ont conduit à la fin du mois de juin les autorités monétaires du Royaume-Uni à la décision de laisser flotter la livre sterling) ont entretenu un important courant de capitaux non seulement vers les marchés monétaires européens, mais également vers le marché financier international et même sur certains marchés financiers nationaux. Cette situation n'a pas manqué de susciter de vives appréhensions dans les pays membres qui ont cherché à freiner les entrées de devises, ou à en annuler les effets, en mettant en place un important dispositif de mesures restrictives.

Dès les premiers mois de l'année, les taux d'intérêt à long terme ont baissé dans tous les pays, pour se redresser légèrement après l'été sous l'effet de la reprise économique et plus nettement au cours du quatrième trimestre, à la suite du renforcement général des mesures prises contre l'inflation. Sur le marché international des titres libellés en dollars, la baisse des taux s'est manifestée à partir de juillet et n'a pris fin qu'en janvier 1973.

Trop tardives en 1972 pour affecter sensiblement le niveau moyen de l'année, la reprise de l'expansion économique et la tendance à la hausse des taux d'intérêt se sont confirmées au début de 1973, année sur laquelle continue de peser la menace des inflations intérieures. Dès le début de février, une nouvelle crise monétaire internationale a éclaté, entraînant successivement la flottaison du franc suisse et de la lire italienne, et une dévaluation de 10 % du dollar des Etats-Unis, puis la fermeture des marchés de changes du 2 au 19 mars. Enfin, mi-mars sont intervenues une nouvelle réappréciation de 3 % du Deutsche Mark et la décision de renoncer à l'obligation d'intervenir sur les marchés pour défendre la parité du dollar, tout en respectant l'écart maximal de 2,25 % pour les fluctuations dans les relations réciproques des différentes monnaies de la Communauté,



Dans le secteur de la sidérurgie, la Banque est intervenue avec deux prêts totalisant 40 millions d'unités de compte, pour la réalisation d'un laminoir à chaud et d'ateliers de fabrication de tubes dans le centre sidérurgique de Tarente et d'un train continu à fil en Sarre.

à l'exception des livres anglaise et irlandaise et de la lire italienne, qui continuent à flotter indépendamment mais dont la participation au système communautaire de fluctuation conjointe sera envisagée ultérieurement.

Les **Etats associés** à la Communauté dans lesquels la Banque peut intervenir, n'ont bénéficié que de façon très inégale de l'amélioration de la conjoncture internationale, encore que la baisse générale des taux d'intérêts leur ait permis d'obtenir des crédits, notamment des crédits fournisseurs, à des conditions plus favorables.

En Turquie, où l'activité de la Banque a été fortement réduite en l'attente de la ratification, intervenue seulement en fin d'année, du second Protocole financier signé le 23 novembre 1970, la reprise économique s'est poursuivie et la balance des paiements s'est améliorée, mais l'inflation a persisté et le déficit budgétaire est resté important malgré l'effort de redressement entrepris.

Les Etats Africains et Malgache (EAMA) ont été diversement affectés par l'évolution des cours des produits de base. Dans l'ensemble cependant — et si l'on en juge d'après les statistiques des échanges avec la Communauté — la reprise des exportations est restée assez timide, après le fléchissement observé en 1971, et la croissance des importations a marqué de nouveau un net ralentissement. La tendance à l'apparition ou à l'accentuation de tensions au niveau des finances publiques s'est poursuivie. Les programmes d'investissements nécessaires au développement économique ont néanmoins continué à se réaliser à un rythme relativement satisfaisant, grâce notamment à l'importance des aides qui, après une augmentation de près de 17 %, avaient déjà atteint en 1971 un montant annuel de l'ordre de 800 millions d'unités de compte, au prix, il est vrai, d'un nouvel accroissement de la dette extérieure.

**Progrès de l'élaboration
des politiques communautaires
dans des domaines
intéressant l'activité
de la Banque :**

développement régional,

Les **politiques communautaires** en voie d'élaboration ont fait l'objet d'actives discussions en 1972. Elles ne sont pas encore parvenues au stade de la décision dans des domaines intéressant la Banque, mais ont fait l'objet d'importantes déclarations de principe et orientations lors de la Réunion au Sommet tenue à Paris du 18 au 21 octobre 1972.

C'est ainsi que les Chefs d'Etat ou de Gouvernement se sont engagés à coordonner les politiques régionales de leurs pays et ont invité les instances communautaires à créer avant le 31 décembre 1973 un Fonds de Développement Régional, qui sera alimenté, dès le début de la deuxième phase de l'Union économique et monétaire, par les ressources propres de la Communauté. L'intervention de ce Fonds, coordonnée avec les aides nationales, devra contribuer à corriger les déséquilibres régionaux principaux dans la Communauté élargie et en particulier ceux qui résultent d'une prédominance agricole, des mutations industrielles et d'un sous-emploi structurel.

Les propositions formulées par la Commission, notamment au sujet de l'utilisation de ressources du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (FEOGA) pour l'octroi de primes à la création d'emplois dans les régions agricoles prioritaires, et de la création d'un Fonds destiné à servir des bonifications d'intérêts ou des

primes d'effet équivalent pour des projets à finalité régionale n'ayant pas abouti en 1972, de nouvelles propositions seront soumises à l'examen du Conseil des Ministres des Communautés.

L'importance d'une politique commune dans le domaine scientifique et technologique et dans celui de l'environnement a, d'autre part, été affirmée lors de la Réunion au Sommet, et les instances communautaires doivent adopter en 1973 des programmes d'action assortis de calendriers précis et de moyens appropriés.

développement industriel,

La Commission des Communautés Européennes a déjà déposé, le 18 juillet 1972, devant le Conseil des Ministres des Communautés une proposition de règlement concernant la mise en œuvre de « contrats communautaires de développement industriel », destinés à soutenir les projets de développement technologique de dimension moyenne réalisés en coopération par des entreprises établies dans différents Etats membres. Il est envisagé de confier l'instruction et la gestion de ces opérations à la Banque Européenne d'Investissement. Par ailleurs, la Commission a, à plusieurs reprises et notamment dans des communications adressées au Conseil, souligné l'intérêt d'une intensification du rôle de la B.E.I. en faveur de différents secteurs industriels, tels que l'aéronautique et l'industrie nucléaire.

aide aux pays en voie de développement.

Enfin, les politiques d'aides de la Communauté en faveur des pays en voie de développement semblent devoir prochainement s'étendre. L'élaboration progressive d'une politique globale de coopération au développement à l'échelle mondiale, dans laquelle l'aide publique pourrait jouer un rôle important, est en cours d'étude au sein d'un groupe de travail créé par le Conseil. Dans une telle perspective, il est vraisemblable que la B.E.I. pourrait être invitée, au cours des prochaines années, à étendre son activité à un certain nombre de pays en voie de développement, notamment parmi ceux du Commonwealth et du bassin méditerranéen. Dès 1973 en tout cas, le second Protocole financier avec la Turquie étant entré en vigueur le 1^{er} janvier, la Banque Européenne d'Investissement a repris son activité en faveur du développement de ce pays, sur fonds fournis par les Etats membres. Cette même année devrait aussi entrer en vigueur l'accord d'association avec l'île Maurice, signé à Port Louis le 12 mai 1972 et qui ouvre à ce pays l'accès aux prêts de la Banque dans les mêmes conditions que pour les autres Etats Africains et Malgache Associés.

Reprise de l'activité de la Banque en Turquie.

Le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni sont devenus membres de la Banque, le 1^{er} janvier 1973.

Dans l'immédiat pourtant, l'événement le plus prometteur pour l'avenir de la Communauté comme pour le développement de l'action de la Banque Européenne d'Investissement n'en reste pas moins l'entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1973 du Traité relatif à l'Adhésion aux Communautés Européennes du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni.

La Banque étendra ses interventions tant dans les anciens que dans les nouveaux Etats membres pour la réalisation des objectifs qui lui ont été assignés par le Traité de Rome.

Il est à prévoir que des concours pour des projets envisageant la mise en valeur de régions moins développées interviendront non seulement en Irlande, pays dont le produit national par habitant est désormais le plus faible de la

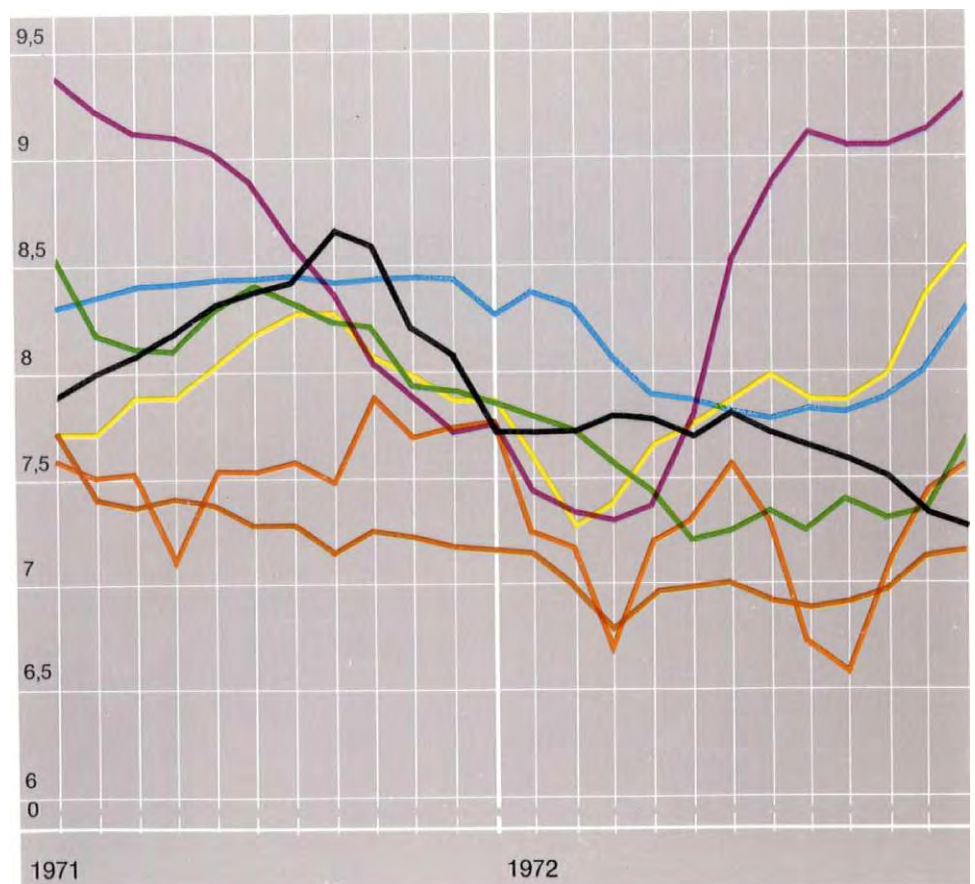
Communauté, mais aussi dans certaines régions défavorisées du Royaume-Uni et du Danemark.

Il est également vraisemblable que les projets de modernisation et de conversion prendront dans l'activité de la Banque une importance croissante, du fait de l'ampleur que revêtent au Royaume-Uni les problèmes posés dans les régions de vieille industrialisation par la persistance d'un chômage important.

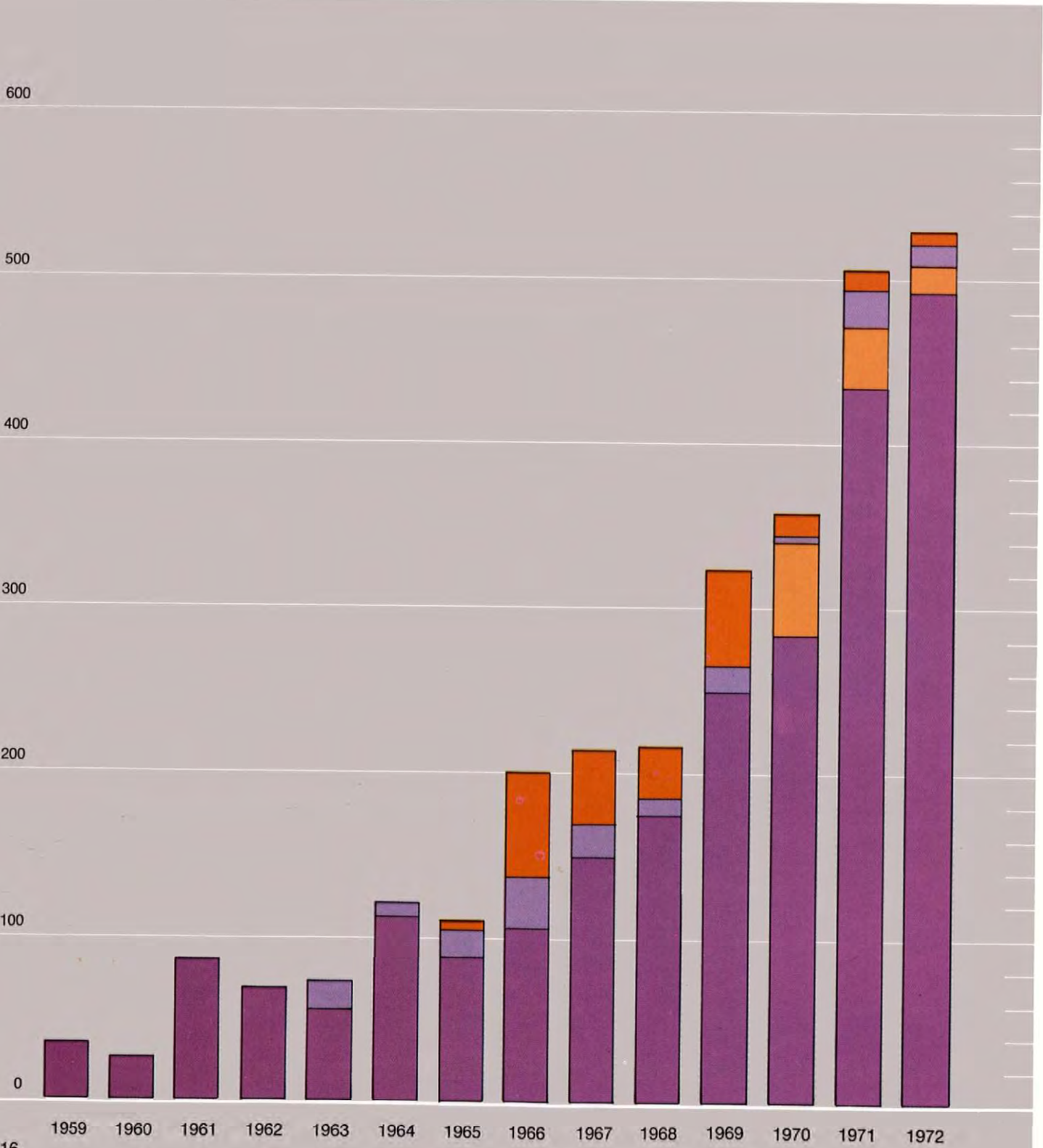
Enfin, il est clair que dans une Communauté élargie, les projets d'intérêt commun à plusieurs Etats devraient normalement se multiplier, qu'il s'agisse de projets tendant à la création et à l'amélioration des infrastructures d'intérêt européen, ou de projets réalisant une coopération entre industries de plusieurs pays membres.

Taux de rendement bruts des obligations

cotées en Bourse sur les différents marchés financiers dans la Communauté dont les caractéristiques à l'émission se rapprochent le plus de celles des emprunts de la Banque



Activité annuelle de la Banque



Prêts, garanties et participation en 1972

**En 1972,
les opérations nouvelles
de la Banque ont atteint
526,8 millions
d'unités de compte.**

En 1972, le montant total des concours nouveaux consentis par la Banque a atteint 526,8 millions d'unités de compte ⁽¹⁾ contre 502,2 millions en 1971, année durant laquelle avait été réalisée une progression de 42 % par rapport à 1970.

Ces résultats doivent être appréciés en tenant compte à la fois du climat conjoncturel assez maussade qui a prévalu pendant une partie de l'année et de l'évolution d'ensemble des opérations de la Banque depuis sa création. Le montant annuel des opérations nouvelles est resté nettement inférieur à 100 millions d'unités de compte jusqu'en 1963, a dépassé ce chiffre en 1964, s'est établi aux environs de 200 millions de 1966 à 1968, a atteint le tiers de milliard en 1969 et dépassé le demi-milliard en 1971.

Presque tous les contrats signés au cours de l'exercice ont porté sur des opérations ordinaires, effectuées par la Banque à ses risques; elles ont atteint 518,7 millions. En raison notamment des retards apportés à l'entrée en vigueur du nouveau Protocole financier avec la Turquie, les opérations spéciales réalisées sur des fonds budgétaires ont, en revanche, porté sur de très faibles sommes. L'entrée en vigueur de ce Protocole, le 1^{er} janvier 1973, et la poursuite de l'activité au titre de la deuxième Convention de Yaoundé doivent permettre une forte reprise de ces opérations.

Tableau 1 : Prêts, garanties et participation

	1971		1972		Variation 1972 par rapport à 1971	
	Nombre	Montant millions u.c.	Nombre	Montant millions u.c.	En millions u.c.	En %
Opérations ordinaires	50	491,5	34	518,7	+ 27,2	+ 5,5
dont:						
prêts	47	454,6	33	501,6	+ 47,0	+ 10,3
garanties	3	36,9	1	17,1	— 19,8	— 53,7
Opérations spéciales ⁽¹⁾	2	10,7	5	8,1	— 2,6	— 24,3
Total	52	502,2	39	526,8	+ 24,6	+ 4,9

⁽¹⁾ Opérations à conditions spéciales sur les ressources des États membres (Turquie) et sur les ressources du Fonds Européen de Développement (E.A.M.A.) y compris une prise de participation de 1 million en 1972.

**La Banque a contribué
à la réalisation
d'un volume total
d'immobilisations
de quelque 2 milliards
d'unités de compte.**

Le total des immobilisations des projets financés en 1972 est d'environ deux milliards d'unités de compte. La participation moyenne de la Banque dans le financement de ces investissements s'établit à 25 % (26 % pour les projets d'infrastructure, et 21 % pour les projets industriels), taux supérieur à la moyenne des années précédentes (21 %). Les affectations sur prêt global assurent le financement d'une part plus importante des investissements, soit 37 % en moyenne.

⁽¹⁾ Tous les tableaux statistiques et graphiques se réfèrent aux contrats signés pendant la période considérée.

Sauf indication contraire, tous les montants cités sont exprimés en unités de compte (cf. page 6). Les différences qui pourraient être relevées en comparant les totaux indiqués et ceux obtenus par addition des montants individuels sont dues au jeu de l'arrondissement.

Tableau 2 : Prêts, garanties et participation en 1972

Répartition par types de financement et par pays

Pays	Nombre de projets	Montant millions u.c.	% du total des opérations
Opérations ordinaires			
Pays membres :			
Allemagne	10	130,4 ⁽¹⁾	24,8
France	7	144,9	27,5
Italie	12	216,2	41,0
Belgique	1	14,4	2,7
Total	30	505,9	96,0
<i>dont garantie ⁽²⁾</i>	<i>1</i>	<i>17,1</i>	<i>3,3</i>
Pays associés :			
E.A.M.A.			
Cameroun	1	0,6	0,1
Côte-d'Ivoire	2	9,2	1,7
Côte-d'Ivoire et Haute-Volta	1	3,0	0,6
Total	4	12,8	2,4
Total des opérations ordinaires .	34	518,7	98,5
Opérations spéciales ⁽³⁾			
E.A.M.A.			
Congo-Brazzaville	1	2,0	0,4
Côte-d'Ivoire	1	1,0	0,2
Dahomey	1	3,3	0,6
Gabon	1	0,8	0,1
Sénégal	1	1,0	0,2
Total des opérations spéciales .	5	8,1	1,5
<i>dont participation au capital ⁽⁴⁾</i>	<i>1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>
Total général	39	526,8	100,0

(1) Y compris un prêt de 29,7 millions d'unités de compte à la SNAM SpA pour la construction de la section allemande du gazoduc destiné à acheminer vers l'Italie le gaz naturel des Pays-Bas.

(2) Projet situé en Allemagne.

(3) Opérations à conditions spéciales sur les ressources du Fonds Européen de Développement ayant fait l'objet d'une proposition de financement ou d'un avis de la Banque et d'une décision de financement de la Commission des Communautés Européennes.

(4) Projet situé en Côte-d'Ivoire.

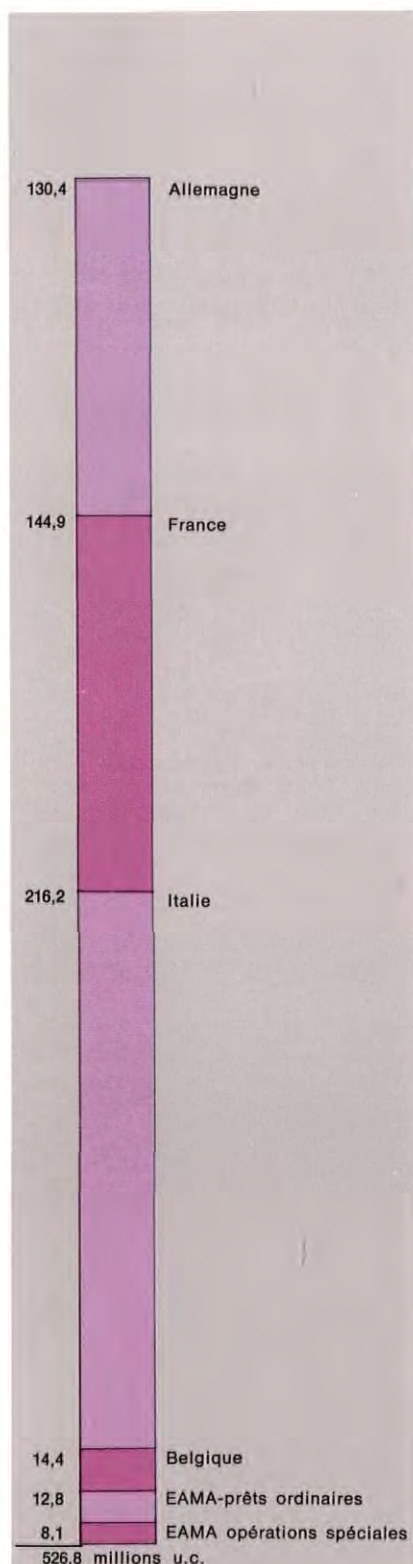


Tableau 3 : Prêts, garanties et participation en 1972

Répartition par secteurs
(y compris les affectations sur prêts globaux)

Secteurs	Nombre		Montant		
	Prêts, garanties et participation	Affectations sur prêts globaux	Total		Affectations sur prêts globaux millions u.c.
			Millions u.c.	%	
Travaux d'infrastructure	17	—	354,1	67,2	—
Énergie (production et transport)	4	—	100,6	19,1	—
Transports	9	—	167,9	31,9	—
dont :					
Chemins de fer	1	—	3,0	0,6	—
Routes et ouvrages d'art	3	—	73,3 ¹⁾	13,9	—
Transports aériens	1	—	25,2	4,8	—
Installations portuaires	2	—	6,7	1,3	—
Gazoducs	2	—	59,7	11,3	—
Télécommunications	4	—	85,6	16,2	—
Industrie	22	36	172,7	32,8	21,3
Industries extractives	1	—	5,7	1,1	—
Sidérurgie et première transformation des métaux	3	1	38,6	7,3	0,6
Matériaux de construction	5	6	35,7	6,8	3,2
Industrie chimique	2	2	22,8	4,3	0,7
Ouvrages en métaux et mécanique	1	7	10,1	1,9	3,8
Automobiles, matériel de transport	1	2	7,5	1,4	1,6
Construction électrique, électronique	1	4	18,3	3,5	2,5
Produits alimentaires	1	6	8,2	1,6	4,9
Textiles et cuirs	3	5	8,8	1,7	2,3
Pâte à papier - Papier	—	2	1,3	0,2	1,3
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	1	1	3,8	0,7	0,4
Prêts globaux	3	—	11,9 ⁽¹⁾	2,3	—
Total général	39	36	526,8	100,0	21,3

(¹) Différence entre les prêts globaux accordés en 1972 (33,2 millions) et les affectations réalisées au cours de cette même année sur prêts globaux consentis les années précédentes (21,3 millions).



En 1972, la Banque est intervenue de nouveau à plusieurs reprises pour le financement d'autoroutes pour un montant total de 73 millions d'unités de compte. L'ensemble des concours accordés par la Banque Européenne d'Investissement depuis 1958 en faveur du réseau d'autoroutes dans la Communauté atteignait ainsi 426 millions d'unités de compte. L'autoroute du Brenner (photo), en faveur de laquelle la Banque est intervenue à deux reprises — en 1964 et 1970 pour un montant total de plus de 40 millions d'unités de compte —, constitue la clé de voûte de la liaison entre le Nord et le Sud de la Communauté. L'ouverture du dernier tronçon (entre Bolzano et Chiusa) est prévue pour la fin de 1973.



**505,9 millions
d'unités de compte
pour des investissements
dans la Communauté.**

**Plus des deux tiers
de ces concours contribuent
au développement régional.**

**Forte progression des prêts
pour des investissements
d'intérêt européen.**

**216 millions
d'unités de compte,
41 % des financements
de la Banque
dans la Communauté,
prêtés en Italie**

**pour l'industrialisation
du Mezzogiorno,**

Prêts et garanties dans la Communauté

En 1972, ce sont des projets dans les pays membres qui ont bénéficié de la quasi-totalité des opérations ordinaires ; 29 contrats de prêts et un contrat de garantie ont été signés en leur faveur pour un montant global de 505,9 millions d'unités de compte, ce qui représente, par rapport à l'année précédente, une augmentation de 36,9 millions, soit 8 %.

La répartition des projets financés par la Banque dans la Communauté en 1972 selon les objectifs de politique économique correspondant aux tâches définies par l'Article 130 du Traité de Rome figure aux tableaux 11 et 12 page 68.

Avec plus des deux tiers du montant total des crédits accordés, les financements en faveur des régions économiquement en retard ou des zones de reconversion continuent à occuper une place prépondérante dans l'activité de la Banque. Comme les années précédentes, ils s'appliquent principalement à des investissements dans les régions moins développées au sens propre, principalement en Italie méridionale, mais aussi en France et en Allemagne.

La caractéristique dominante du dernier exercice n'en est pas moins la forte expansion des prêts pour des projets d'intérêt commun : ils ont presque doublé par rapport à 1971, constituent près de 30 % des financements accordés et concernent principalement des infrastructures énergétiques ou de communications d'intérêt européen.

Outre un développement massif des concours accordés pour les investissements énergétiques, et les infrastructures et équipements de communications, les opérations dans la Communauté ont eu pour principales caractéristiques : le maintien d'une forte concentration sur l'Italie, malgré une légère diminution des financements dans ce pays par rapport à 1971, une progression de 16 % des prêts en France et leur doublement en Allemagne.

C'est en **Italie** que l'activité de la Banque a continué à se manifester avec le plus d'ampleur. En dépit d'un fléchissement qui procède de diverses difficultés, notamment conjoncturelles, les concours de la Banque y ont atteint 216 millions d'unités de compte ⁽¹⁾ ; ils ont été consentis essentiellement en faveur des régions du Midi et des Iles.

Ces concours ont pour la plupart été accordés par l'intermédiaire d'instituts de financement. Tel a été en particulier le cas de quatre prêts octroyés par l'entremise de l'Istituto Mobiliare Italiano — IMI —, et de trois prêts par l'entremise de la Cassa per il Mezzogiorno dont deux ont, en outre, transité par l'Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale — ISVEIMER — et le troisième par le Credito Industriale Sardo — CIS. Ces prêts dont le total s'élève à 88,5 millions sont destinés au financement de divers projets industriels parmi lesquels une extension du complexe sidérurgique de Tarente (29,7 millions), une usine d'alliages spéciaux à base de titane en Sardaigne, deux grandes cimenteries, en Campanie à Maddaloni et en Sardaigne à Samatzai, un renforcement de l'usine de fibres synthétiques de la SNIA Viscosa à Paliano dans le Latium, deux

⁽¹⁾ Ne figure pas dans ce total le prêt de 29,7 millions accordé à la SNAM pour la construction de la section allemande d'un gazoduc destiné à approvisionner l'Italie en gaz naturel des Pays-Bas.

établissements du groupe FIAT dans les Abruzzes, l'un à Sulmona pour la fabrication de mécanismes de direction, l'autre à San Salvo pour la production d'équipements électriques pour véhicules automobiles. En outre, la Banque a consenti à l'IMI un prêt global de 24,7 millions qui sera affecté à diverses initiatives industrielles de petite et moyenne dimension.

Les affectations sur des prêts globaux antérieurement accordés à l'ISVEIMER, au CIS et à l'IRFIS ont enfin permis de financer, dans le Mezzogiorno, à concurrence de 19,6 millions d'unités de compte, 29 investissements industriels d'importance unitaire modeste.

**et pour les réseaux
de télécommunications
et d'autoroutes.**

Les sommes mises à disposition en Italie pour des projets d'infrastructure restent, avec 102,9 millions, en 1972 du même ordre qu'au cours des deux exercices précédents ; leur part dans le total des interventions de la Banque dans ce pays, soit 48 %, est plus proche du niveau atteint en 1970 (51 %) qu'en 1971 (41 %).

Les quatre projets d'infrastructure financés en 1972 concernent un renforcement des télécommunications en Campanie (29,7 millions) et trois autoroutes (73,3 millions). Deux d'entre elles contribueront au développement du Midi : d'une part la section de Bari à Massafra (près de Tarente) de l'autoroute Ionienne assurera une liaison moderne entre les deux principaux pôles de développement industriel des Pouilles, d'autre part la rocade autoroutière de Naples permettra la décongestion de cette agglomération. Enfin, le tronçon de l'autoroute Gênes-Savone vise à mieux relier l'Italie au réseau européen.

**En France, 144,9 millions
d'unités de compte prêtés**

En France, sept prêts pour un montant total de 144,9 millions d'unités de compte sont presque entièrement destinés à des investissements d'intérêt régional : en effet, 75 % environ des crédits favoriseront la mise en valeur de régions moins développées, et 23 % contribueront à la réalisation de projets localisés dans des régions contraintes de reconvertir leur activité.

**pour la petite
et moyenne industrie,**

Un prêt global de 2,7 millions a été conclu avec LORDEX, société de développement régional de la Lorraine, pour le financement de projets de petite et moyenne dimension. Rappelons que des prêts globaux avaient été accordés en 1970 et 1971 à la Société Alsacienne de Développement et d'Expansion — SADE — et à la Société de Développement Régional de l'Ouest — SODERO — et qu'il a été procédé en 1972 à sept affectations, six en Alsace et une dans les Pays de la Loire, pour un total de 2,8 millions.

Dans le secteur industriel un seul prêt direct de 1,8 million a en outre été consenti pour la production de chaux en Provence ; la conjoncture permettait, en effet, aux entreprises industrielles françaises d'obtenir auprès du réseau bancaire national les ressources nécessaires au financement de leurs investissements, sans avoir à supporter le risque de change.

**pour une centrale nucléaire
en Alsace
et pour les réseaux
de gazoducs,**

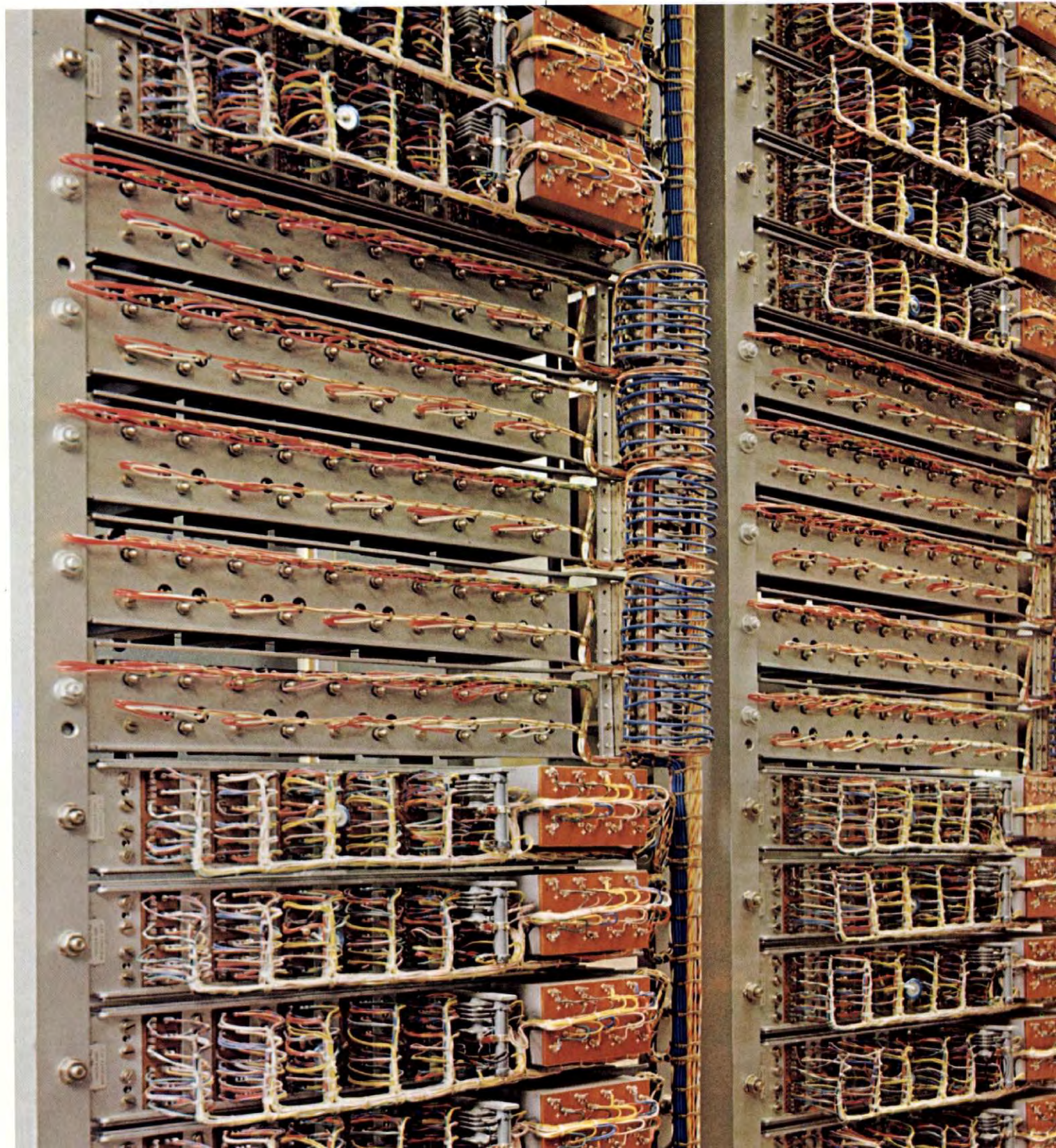
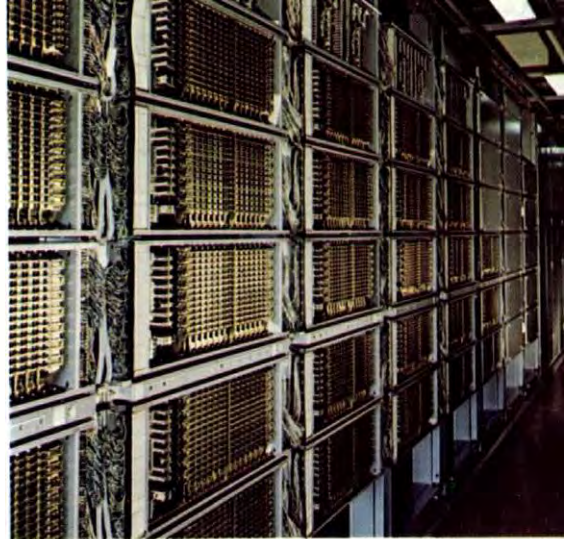
C'est donc en faveur de projets d'infrastructure qu'ont été consentis les cinq autres prêts individuels d'un montant total de 140,4 millions, soit 97 % des financements en France. Deux concernent la production et le transport de l'énergie, il s'agit de la centrale nucléaire de Fessenheim en Alsace et du réseau de conduites transportant le gaz naturel à partir du terminal méthanière de Fos en Provence.

**de télécommunications
et de transports aériens.**

Deux autres ont permis le renforcement du réseau de télécommunications en Auvergne et en Aquitaine. Enfin, un prêt a été accordé à la Société Air Inter pour

Pour financer l'extension et la modernisation des télécommunications dans les régions moins développées de la Communauté, la Banque a prêté en 1972, 85 millions d'unités de compte. Ces opérations intéressent l'Auvergne et l'Aquitaine en France et la Campanie en Italie.

Le total des interventions de la Banque Européenne d'Investissement en faveur des télécommunications en France et en Italie atteignait, fin 1972, 265 millions d'unités de compte.





**En Allemagne,
130,4 millions
d'unités de compte pour
deux centrales nucléaires,
un gazoduc
d'intérêt européen,**

et divers projets industriels.

lui permettre de développer la flotte aérienne affectée aux dessertes intérieures si nécessaires au désenclavement des régions françaises.

Cinq projets d'intérêt communautaire ont bénéficié d'un montant total de 99 millions de prêts, soit plus des trois-quarts du montant total de 130,4 millions octroyé en **Allemagne** pour dix financements. Il s'agit, à concurrence de 85,9 millions, des deux centrales nucléaires de Brunsbüttel dans le Schleswig-Holstein et de Philippsburg dans le Bade-Wurtemberg, et de la section allemande d'un gazoduc destiné à acheminer le gaz naturel des Pays-Bas vers l'Italie. Figurent également dans cette catégorie deux prêts totalisant 12,9 millions, l'un pour l'exploitation d'un gisement de sel gemme à Epe, en Rhénanie du Nord - Westphalie, et l'autre pour des installations sidérurgiques à Völklingen dans la Sarre; ces projets réalisent, outre la modernisation des entreprises bénéficiaires, une coopération entre les industries de plusieurs pays de la Communauté.

Quatre autres prêts et une garantie pour un total de 31,6 millions ont eu pour objectif la mise en valeur de régions moins développées, à laquelle contribuera également le financement de la centrale nucléaire située au Schleswig-Holstein. Deux des projets concernés sont implantés en Basse Saxe et comportent l'un la conversion et l'extension d'une fabrique de pneumatiques à Reinsdorf, l'autre l'agrandissement d'une usine de produits à base d'aluminium et de plomb à Hannoversch Münden. La Banque est intervenue en Bavière par un prêt en faveur d'une entreprise productrice de panneaux en carton-plâtre située à Rothenburg o.d. Tauber et par l'octroi de sa garantie pour la réalisation d'une usine d'oléfines à Münchsmünster. Enfin, un contrat de prêt global a été signé avec la « Landesbank und Girozentrale » du Schleswig-Holstein et doit faire l'objet d'affectations en faveur de projets industriels de petite et moyenne dimension localisés dans ce Land.

En raison des taux d'intérêt relativement bas en vigueur dans les pays du Benelux, un seul prêt de 14,4 millions d'unités de compte a été consenti en **Belgique**, en complément d'un premier prêt de 16 millions signé en 1970 pour la construction de la centrale nucléaire de Tihange. Divers producteurs belges d'électricité et Electricité de France se sont associés pour la réalisation et l'exploitation de cette centrale qui devrait aussi faciliter la restructuration des activités économiques de la région de Liège.

* * *

La liste des prêts, garanties et participation figure aux pages 64 et 65. Les financements de la Banque ont surtout porté, en 1972, sur le développement des infrastructures. Les prêts en faveur de ce secteur n'avaient représenté, en 1971, que 45 % du montant total des opérations dans les Etats Membres, alors qu'ils en ont constitué plus des deux tiers en 1972.

La Banque a particulièrement fait porter son action sur l'amélioration des communications : autoroutes (73 millions), transports aériens (25,2 millions), télécommunications (86 millions) et surtout, conformément aux orientations adoptées par les instances communautaires, sur les équipements énergétiques tels que centrales électriques nucléaires et gazoducs d'intérêt européen.

La production et le transport de l'énergie ont, à eux seuls, bénéficié de six prêts d'un montant total de 160,3 millions, qui représente 30 % du total des opérations de la Banque.

Quatre de ces prêts, soit 100,6 millions d'unités de compte, ont été affectés à la construction de centrales nucléaires en Allemagne, en France et en Belgique. Deux autres ont été attribués à la construction de gazoducs, destinés l'un à acheminer du gaz naturel néerlandais, par l'Allemagne, vers l'Italie, l'autre, en France, à transporter le long de la côte méditerranéenne et dans la vallée du Rhône, à partir du terminal de regazéification de Fos-sur-Mer, le gaz naturel importé d'Algérie. Certains de ces projets sont intéressants du point de vue du développement régional, mais tous ont pour principale justification de remédier, par la diversification des fournitures d'énergie à la dépendance croissante dans laquelle se trouve la Communauté vis-à-vis de l'extérieur pour la satisfaction de ses besoins en énergie. En effet, elle doit dès à présent couvrir plus des deux tiers de ces besoins par des importations. Aussi, dans une communication du 4 octobre 1972 intitulé « Progrès nécessaires de la Politique Énergétique Communautaire », la Commission des Communautés Européennes avait-elle marqué un très net intérêt pour le développement de l'action de la Banque dans ce domaine.

Les concours de la Banque à l'industrie ont concerné

La diminution des financements en faveur de l'industrie s'explique en premier lieu par la médiocrité des investissements des entreprises privées, durant toute l'année en Italie et, à un moindre degré, durant le premier semestre, dans les autres Pays membres. En outre, les besoins de financement des entreprises ont été assez facilement satisfaits par des marchés financiers intérieurs, très liquides. Enfin, bien que la situation monétaire internationale ait été dans l'ensemble moins perturbée qu'en 1971, des craintes n'en ont pas moins subsisté chez de nombreux emprunteurs quant à l'évolution possible des taux de change des diverses monnaies.

20 investissements dans les industries de base et 35 investissements dans les industries manufacturières.

Le tableau 3, qui tient compte non seulement de l'ensemble des prêts et garanties mais aussi des affectations sur prêts globaux décidées pendant l'année, fait apparaître que ce sont les industries de base — extraction, production, première transformation des métaux, matériaux de construction et industrie chimique — qui, de dimension unitaire plus grande, ont obtenu la part la plus importante des financements industriels de la Banque avec 20 opérations pour un montant de 103 millions d'unités de compte sur un total de 161 millions. Au contraire, les prêts aux industries manufacturières — ouvrages en métaux, mécanique, textiles et cuir, produits alimentaires, construction électrique et électronique etc. — plus nombreuses, n'ont recueilli que 58 millions pour 35 investissements.

Les principaux secteurs bénéficiaires des concours de la Banque en 1972 sont : la production et la première transformation des métaux (38,6 millions), les matériaux de construction (35,7 millions), l'industrie chimique (22,8 millions), la construction électrique (18,3 millions), la mécanique et l'automobile (17,6 millions).

Le montant moyen des financements s'est accru sensiblement. Il est passé à 13,5 millions d'unités de compte contre 9,7 en 1971, sous l'influence, d'une part, du développement des financements d'infrastructure, qui sont, en règle générale, de montants unitaires élevés, d'autre part, de la hausse des prix particulièrement vive cette année surtout pour la construction et les biens d'équipement.

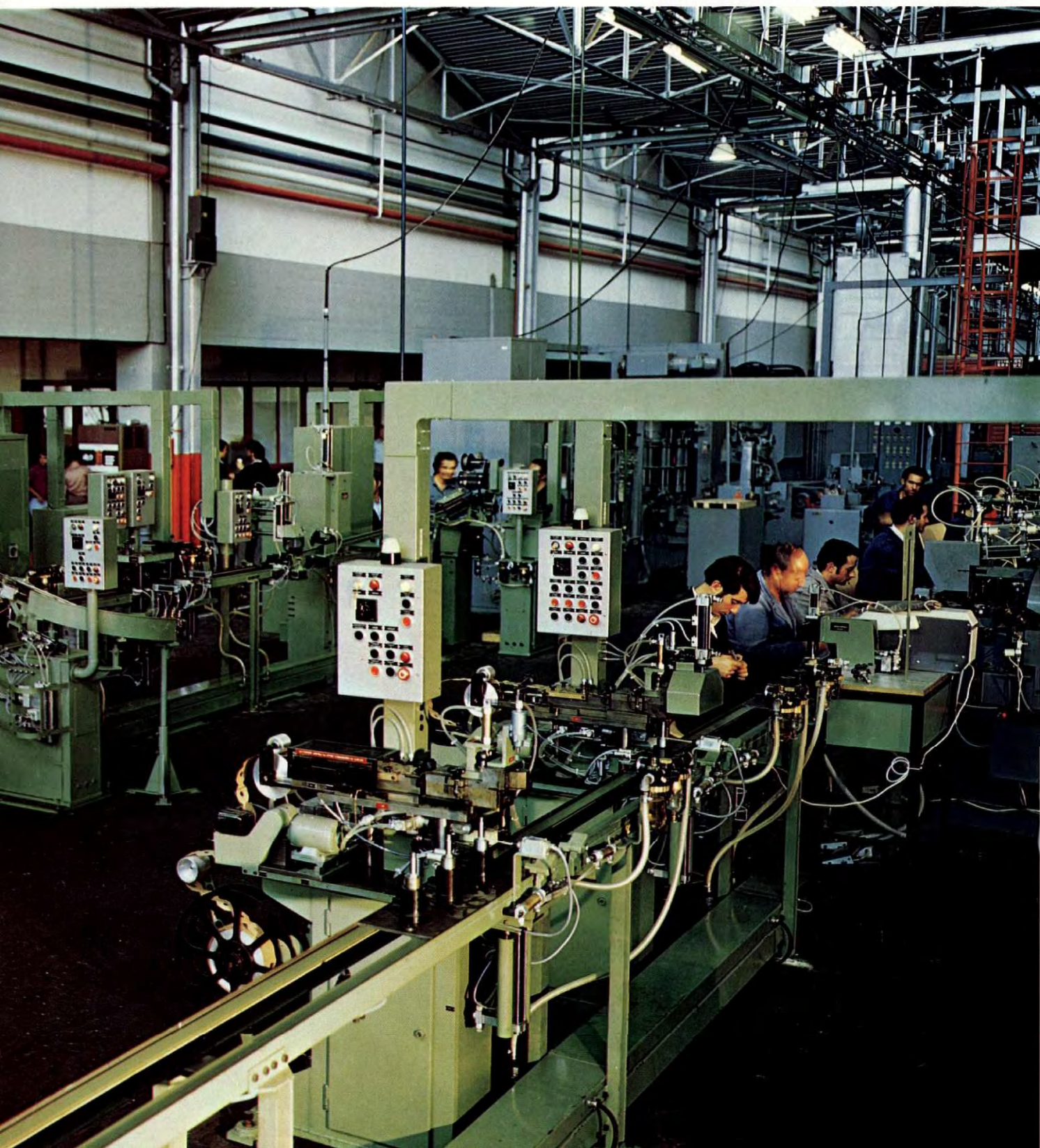
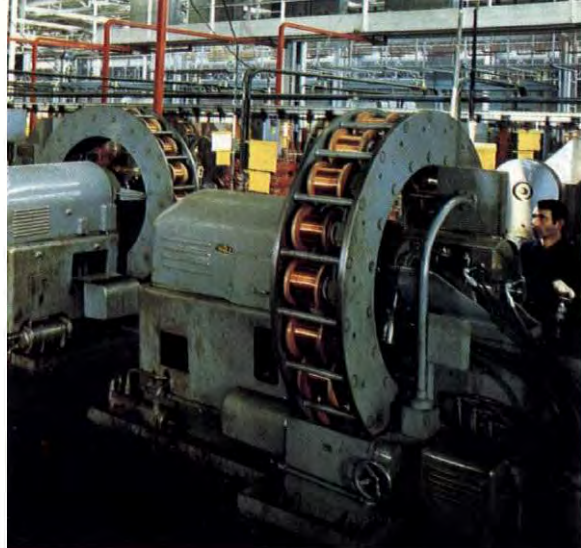
Cette tendance à l'augmentation des montants unitaires trouve un correctif dans le système du prêt global accordé à un institut national ou régional de financement



Le gaz naturel constitue une source d'énergie de plus en plus importante pour la Communauté. La Banque a accordé deux prêts totalisant 60 millions d'unités de compte pour la construction de gazoducs, l'un en Allemagne destiné à acheminer du gaz naturel néerlandais vers l'Italie, l'autre en France pour transporter le long de la côte méditerranéenne et dans la vallée du Rhône, à partir du terminal de Fos-sur-Mer, le gaz naturel importé d'Algérie.



Dans le cadre de la programmation concertée entre l'Etat et le secteur privé en vue de décentraliser dans le Mezzogiorno une partie importante des activités industrielles implantées traditionnellement dans le Nord de l'Italie, le groupe FIAT a engagé d'importants investissements dans le Sud de l'Italie. Avec un prêt de 16 millions d'unités de compte, la Banque a contribué au financement d'une usine d'équipements électriques pour véhicules automobiles, à San Salvo (Abruzzes).



**Les affectations
sur prêts globaux
ont permis de financer
36 investissements
industriels
de dimensions modestes
employant une
main-d'œuvre nombreuse.**

pour être ensuite l'objet d'affectations en faveur de projets de petite et moyenne dimension qui sont approuvés par la Banque selon une procédure d'instruction allégée. Le relais de ces instituts permet à la Banque d'apporter, sans frais ni délais disproportionnés, son concours à la constitution d'un tissu d'entreprises industrielles diversifiées qui est le complément indispensable, pour un développement équilibré des économies régionales, des infrastructures et des grandes unités de production en faveur desquelles elle intervient par ses prêts directs. Les petites et moyennes initiatives ainsi financées relèvent généralement des secteurs industriels utilisant une main-d'œuvre relativement plus nombreuse que les grands projets : dans la Communauté, l'investissement par emploi créé dans des investissements financés par prêt global est de 14.900 unités de compte seulement, en moyenne, pour l'ensemble de la période 1969-1972, contre 63.500 dans les projets industriels financés directement avec le concours de la Banque durant la même période. En 1972, 36 affectations ont été décidées dans le cadre de prêts globaux accordés antérieurement ; elles portent sur un montant total de 21,3 millions, soit en moyenne 0,6 million par affectation.

**Les prêts directs représentent
plus de la moitié
du volume des opérations.**

Comme le montre le tableau 4, les prêts individuels directs ont peu varié en nombre par rapport à l'exercice précédent, mais, le montant unitaire moyen s'étant accru, leur part dans le total des opérations a augmenté.

Les prêts individuels accordés par l'entremise d'un institut de financement représentent encore des montants appréciables, en dépit d'un net recul dû à une forte réduction des opérations effectuées par l'intermédiaire de la Cassa per il Mezzogiorno. Celles-ci ont, en effet, fléchi de 115 millions d'unités de compte en 1971 à 33 millions en 1972 en raison, notamment, des délais liés à la mise en œuvre de la nouvelle législation en faveur du Mezzogiorno et de l'importance des moyens nationaux dont a pu disposer la Caisse du Midi.

Le montant des prêts globaux accordés durant l'exercice a augmenté de 50 % par rapport à l'année précédente. Il reste néanmoins encore modeste : 33,2 millions en trois prêts qui doivent contribuer au financement d'un nombre accru de projets industriels de petite et moyenne dimension.

Tableau 4 : Prêts et garanties dans la Communauté

Répartition par types de financement

	1971			1972		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions u.c.	%		Millions u.c.	%
Prêts individuels directs .	17	208,8	44,5	16	282,2	55,8
Prêts individuels indirects .	23	201,3	42,9	10	173,4	34,3
Prêts globaux	3	22,0	4,7	3	33,2	6,5
Garanties	3	36,9	7,9	1	17,1	3,4
Total	46	469,0	100,0	30	505,9	100,0



La voie ferrée qui relie Abidjan à Ouagadougou, joue un rôle essentiel dans le système de transport de la Côte-d'Ivoire et de la Haute-Volta et également d'une partie du Mali. La Banque a consenti un prêt de 3 millions d'unités de compte pour le renouvellement et l'accroissement du parc de matériel roulant nécessaire pour faire face à la croissance rapide du trafic.



Les opérations dans les Pays membres ont toutes, à l'exception d'une, revêtu le caractère de prêts. Il n'y a pas eu, comme les années précédentes, de garanties au titre d'opérations sur mandat pour le compte d'instituts de financement allemands, car le taux d'intérêt eût alors été trop élevé. En revanche, la Banque a, pour la première fois, accordé sa garantie pour une opération de prêt accordé par un tiers en Allemagne.

Prêts et participation dans les pays associés

Dans les pays africains associés, 1972 a vu la signature de neuf contrats de financement dont quatre concernent des prêts ordinaires sur ressources de la Banque pour 12,8 millions d'unités de compte et cinq des interventions spéciales sur ressources du Fonds Européen de Développement pour 8,1 millions d'unités de compte.

Les quatre prêts sur ressources propres intéressent l'un la République Unie du Cameroun, les trois autres la République de Côte-d'Ivoire.

Dans la **République Unie du Cameroun** l'extension de l'usine de broyage de clinkers de la CIMENCAM à Bonabéri (0,6 million), vise à satisfaire les besoins croissants en ciment des régions sud et centre du pays en doublant la capacité de production de l'usine qui atteindra ainsi plus de 240.000 tonnes de ciment par an. La CIMENCAM exploite également à Figuil, dans le Nord du pays, une cimenterie en faveur de laquelle un prêt à des conditions spéciales sur les ressources du FED a été consenti en 1968.

Les trois prêts en **République de Côte-d'Ivoire** concernent les transports et l'industrie textile.

Le premier, d'un montant de 4,7 millions est destiné au financement des travaux d'amélioration des accès du port d'Abidjan grâce auxquels les navires d'un tirant d'eau de 10 m et d'une longueur de 260 m pourront relâcher dans le port ivoirien.

Le second, dont bénéficie également la Haute-Volta, a servi à financer à concurrence d'un montant de 3 millions le programme de renouvellement et d'accroissement du parc de matériel roulant de la Régie du Chemin de Fer Abidjan-Niger (R.A.N.). Le programme vise à renforcer la capacité de transport, principalement des voyageurs, mais également du bétail exporté de Haute-Volta et du Mali vers les centres consommateurs de Côte-d'Ivoire. En 1968, la R.A.N. avait déjà obtenu un prêt à des conditions spéciales sur les ressources du Fonds Européen de Développement pour la modernisation d'une section de voie de 105 km entre Agboville et Dimbokro.

Le troisième prêt, de 4,5 millions, accordé à l'Union Industrielle Textile de Côte d'Ivoire (UTEXI), a pour objet la réalisation à Dimbokro d'une usine de filature-tissage d'une capacité initiale de 4.500 tonnes par an de tissus écrus, fabriqués à partir de coton produit dans le pays et dont 20 % environ seront exportés. Par la suite, il est envisagé de porter cette capacité à 12.500 tonnes. Ce projet contribuera au développement de la production textile du pays et à la diversification de l'économie d'une région de la Moyenne Côte-d'Ivoire, jusqu'à présent essentiellement fondée sur l'agriculture.

**En Afrique,
la Banque a accordé
12,8 millions d'unités
de compte de prêts
sur ressources propres pour**

**la production de ciment
au Cameroun,**


**l'amélioration
des accès du port
d'Abidjan,**


**le programme
de modernisation de la Régie
du Chemin de Fer Abidjan-
Niger,**

**le développement
de l'industrie textile
en Côte-d'Ivoire.**

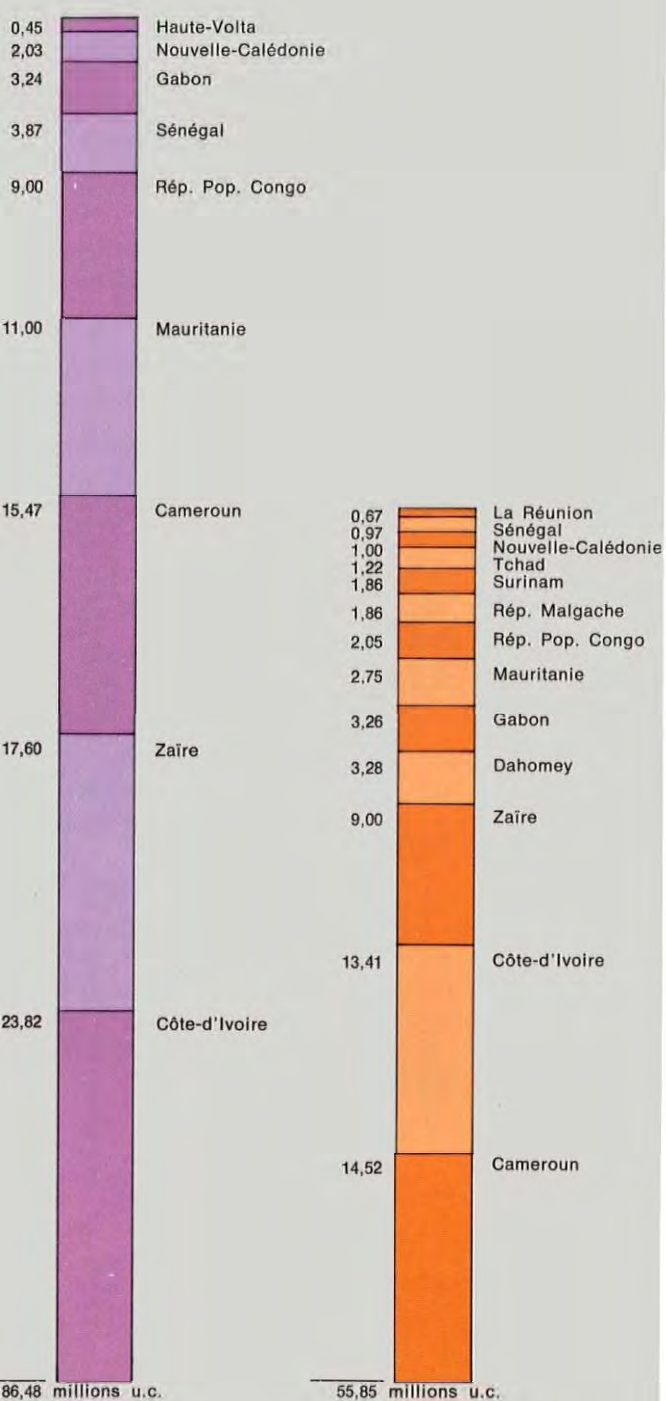
E.A.M.A. - P.T.O.M. - D.O.M.

Prêts ordinaires et opérations spéciales de 1964 à 1972

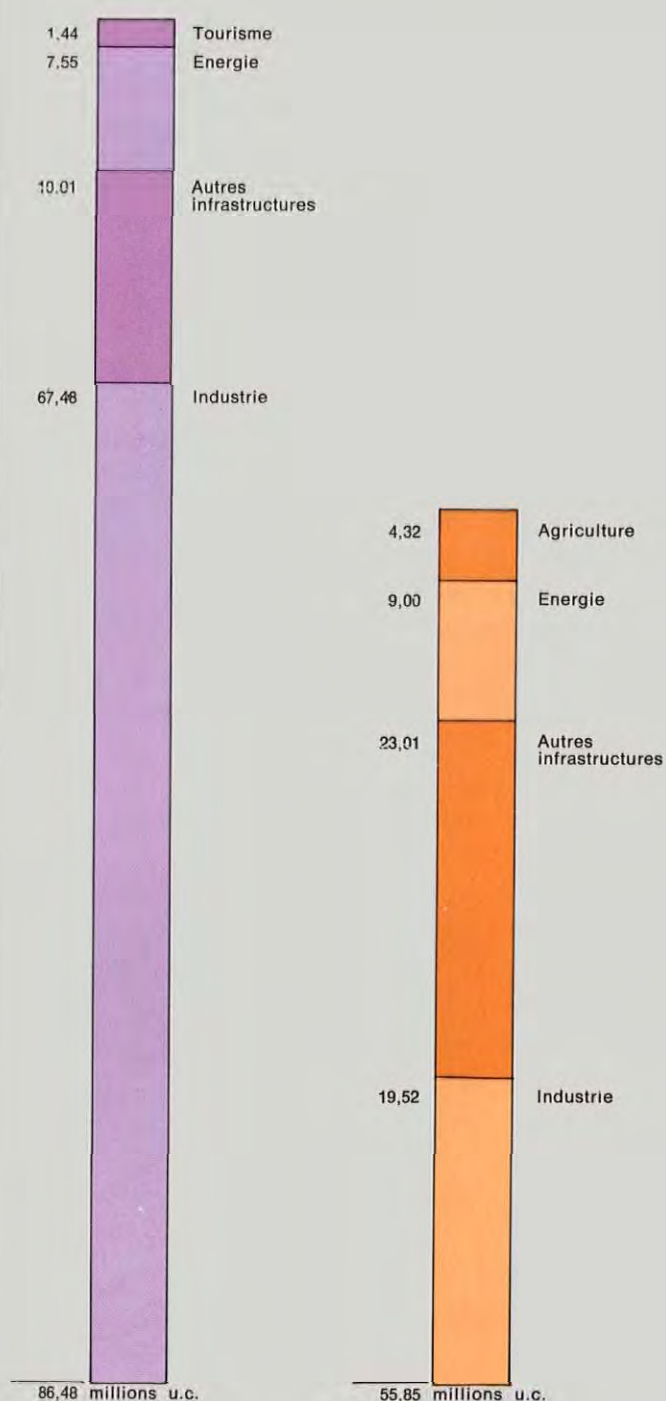
 Prêts ordinaires

 Opérations spéciales sur les
ressources du Fonds
Européen de Développement

Répartition par pays



Répartition par secteurs



**Sur les ressources
du Fonds Européen
de Développement :
une prise de participation
en Côte-d'Ivoire**

**et quatre prêts à
des conditions spéciales**

**pour deux projets industriels
au Dahomey
et au Sénégal,**

**et deux projets d'infrastructure
au Congo et au Gabon.**

Ces quatre prêts ordinaires ont fait l'objet de bonifications d'intérêts sur les ressources du Fonds Européen de Développement, aux taux forfaitaires prévus par les textes de 2 ou 3 % pour les projets industriels et aux taux particuliers de 2 % pour le projet de la R.A.N. et de 4,5 % pour le projet d'infrastructure du port d'Abidjan.

Dans le cas du projet UTEXI, la Banque a, pour la première fois, utilisé une nouvelle modalité de financement prévue par la deuxième Convention d'Association en souscrivant, sur les ressources du Fonds Européen de Développement et pour le compte de la Communauté Economique Européenne, une participation d'un montant d'un million d'unités de compte au capital de la société UTEXI. Cette opération constitue un exemple de coordination de différentes modalités d'aide communautaire au développement prévues par la Convention de Yaoundé II.

La Banque a en outre signé, en qualité de mandataire de la Communauté, quatre contrats de prêts à des conditions spéciales sur les ressources du Fonds Européen de Développement pour un montant total de 7,1 millions d'unités de compte en faveur de deux projets du secteur industriel pour lesquels la Banque assure la responsabilité principale de l'instruction, et de deux projets d'infrastructure au sujet desquels elle est consultée pour avis.

Le prêt de 3,3 millions consenti à la Société Nationale pour le Développement Rural (SONADER), permettra la réalisation dans la **République du Dahomey** d'une huilerie de palme qui constitue le complément industriel indispensable du projet de palmeraie de 7.000 ha financé par une aide non remboursable du Fonds Européen de Développement. La production d'huile est principalement destinée à l'exportation vers les pays de la Communauté.

Le projet financé dans la **République du Sénégal**, par un prêt de 1 million, porte sur la création d'une usine d'égrenage de coton à Vélingara, dans la région de Casamance, et le renforcement de la capacité de l'usine d'égrenage de Kahone dans la région du Sine-Saloum. Il permettra de porter de 32.000 à 56.000 tonnes de coton-graine par an la capacité d'égrenage du Sénégal et contribue ainsi à la réalisation du quatrième programme d'extension de la culture du coton au Sénégal financé partiellement par une aide non remboursable du Fonds Européen de Développement.

Dans la **République Populaire du Congo** un prêt de 2,0 millions a été accordé à l'Agence Transcongolaise des Communications (ATC) afin de permettre, d'une part, l'accroissement des capacités de stockage et de manutention du port de Brazzaville et, d'autre part, l'acquisition pour le port de Pointe Noire d'un remorqueur de haute mer. Il mettra l'ATC en mesure de faire face à la hausse très sensible du trafic enregistrée ces dernières années et à celle qui est prévue pour la prochaine décennie du fait notamment de la mise en exploitation de nouvelles zones forestières dans l'intérieur du pays et dans les Etats limitrophes.

L'Office des Postes et Télécommunications (OPT) de la **République du Gabon** a reçu un prêt de 0,8 million destiné au financement d'une liaison de communications téléphoniques et télégraphiques par faisceaux herziens entre Mouila et la région de Moanda et Franceville. Ces nouveaux équipements sont destinés à assurer des liaisons rapides et sûres entre des réseaux de la région minière du

L'accès au port d'Abidjan, dont le trafic ne cesse de s'accroître, s'effectue par un canal de 2.700 m appelé canal de Vridi. Pour assurer l'accès du port à des navires de 10 m de tirant d'eau, la construction d'une jetée d'arrêt de sable et l'approfondissement du canal s'avèrent nécessaires. La Banque a participé au financement de ces aménagements par un prêt de 4,7 millions d'unités de compte.



Gabon d'une part avec la capitale et, de l'autre, avec le port de Pointe-Noire, en République Populaire du Congo, par lequel est exporté le manganèse gabonais exploité dans la région de Franceville.

* * *

En outre, un autre prêt à des conditions spéciales concernant un projet intégré, dont l'étude a été menée conjointement avec les services de la Commission, a été approuvé avant la fin de l'exercice par le Conseil des Ministres de la Communauté. Il s'agit du projet de création d'une plantation industrielle de canne à sucre et d'une sucrerie-raffinerie, à Banfora dans le sud-ouest de la Haute-Volta, dont le contrat de financement n'a pas encore été signé.

Durant l'exercice 1972, la Banque a aussi donné son avis et dressé le plan de financement pour trois autres prêts à des conditions spéciales d'un montant global de 9,7 millions d'unités de compte, qui ont été approuvés par la Commission.

* * *

**Le deuxième
Protocole financier
CEE-Turquie
est entré en vigueur
le 1^{er} janvier 1973.**

Le deuxième Protocole financier entre la Communauté économique européenne et la **Turquie**, signé le 23 novembre 1970, est finalement entré en vigueur le 1^{er} janvier 1973 après ratification. Il prévoit une aide sous forme de prêts à des conditions spéciales octroyés par la Banque sur mandat et sur ressources des Etats membres à concurrence de 195 millions d'unités de compte à engager avant le 23 mai 1976. En outre, la Communauté examinera la possibilité de compléter son aide par des prêts consentis par la Banque Européenne d'Investissement sur ses ressources propres à ses conditions habituelles jusqu'à concurrence de 25 millions.

Le Protocole financier complémentaire relatif à l'aide financière de la Communauté élargie, accepté par toutes les parties intéressées, n'est pas encore signé. L'aide supplémentaire à fournir par les nouveaux pays membres devrait porter le plafond des prêts à des conditions spéciales à 242 millions d'unités de compte.

L'activité de la Banque en Turquie s'est donc limitée en 1972 à la mise en œuvre des prêts octroyés au titre du premier Protocole financier et à l'instruction des projets susceptibles de financements au titre du deuxième Protocole, afin que les opérations de prêts puissent être engagées sans délai après l'entrée en vigueur de celui-ci. Plusieurs opérations ont déjà pu être décidées et conclues dès le début de 1973. Ces prêts seront destinés principalement au financement de projets dans les secteurs de l'énergie, des transports, de la pétrochimie, des industries manufacturières, ainsi qu'à des études de préinvestissements.

L'année 1972 a vu la poursuite des opérations de emploi dont le démarrage avait eu lieu en 1971 : l'Etat turc accorde sur les prêts qui lui sont octroyés à très long terme par la Banque des crédits de durée beaucoup plus courte notamment pour les financements de projets industriels ; les sommes remboursées en monnaie locale par les entreprises à l'Etat turc et dont le remboursement à la Banque par celui-ci n'est pas encore exigible, sont donc disponibles pour l'octroi par l'Etat, avec l'accord de la Banque, de prêts pour le financement d'autres projets, tel est le schéma de ces opérations de emploi. Le premier prêt de ce type a été accordé en 1971 à la Türkiye Sinaî Kalkinma Bankasi (T.S.K.B., Banque

de Développement Industriel de Turquie) sous forme d'un prêt global de 45 millions de livres turques (3 millions d'unités de compte) pour le financement en 1971/1972 de projets industriels du secteur privé. Au 31 décembre 1972, ce prêt global était affecté à raison de 37,8 millions LT (2 affectations pour 8,0 millions LT en 1971 et 7 affectations pour 29,8 millions LT en 1972) pour le financement de neuf projets relevant de divers secteurs : produits alimentaires, industrie mécanique, textile et matières plastiques.

Prêts, garanties et participation de 1958 à 1972

Le total des interventions de la Banque depuis 1958 s'élève à 2,8 milliards d'unités de compte.

Depuis sa création jusqu'à la fin de 1972, la Banque a signé au total 408 contrats, pour un montant global de 2,842 milliards d'unités de compte.

Le coût total en immobilisations des investissements auxquels la Banque a ainsi apporté son concours se chiffre à environ 13 milliards ⁽¹⁾ ; la participation moyenne de la Banque s'établit donc à environ 22 %.

Les tableaux 9 à 14 pages 66 à 70 montrent la ventilation de l'activité de la Banque depuis sa création par type de financement, par pays, par secteur, ainsi que par objectif au sens de l'Article 130 du Traité de Rome.

86 % des concours ont été attribués dans la Communauté, dont 58 % en Italie.

Conformément à sa vocation principale, la BEI a, durant la période 1958-1972, accordé la majeure partie de ses concours dans les pays membres. Les opérations en faveur de projets situés dans la Communauté ont en effet atteint 2.455,5 millions, soit 86 % du total des concours consentis par la Banque durant cette période. La Banque a contribué ainsi à un investissement total de 11 milliards qui doit permettre de créer 93.000 emplois et d'en stabiliser 32.000 autres.

Les 310 contrats signés par la Banque pour des projets dans la Communauté portent sur :

- 290 prêts individuels, d'un montant total de 2.255,5 millions ;
- 11 prêts globaux d'un montant de 90,0 millions destinés à financer, par l'intermédiaire d'institutions financières, des initiatives industrielles de petite et moyenne dimension ;
- 9 garanties d'un montant total de 110,0 millions.

Conformément à la mission spécifique impartie à la Banque en matière de développement régional et compte tenu du retard économique de toute la partie méridionale du pays, l'Italie se place de loin au premier rang par l'importance des financements accordés, avec 1.412,3 millions d'unités de compte, soit 58 % des concours de la Banque à des projets dans la Communauté. Viennent ensuite la France avec 23 %, l'Allemagne avec 14 % et les pays du Benelux avec 5 %.

Il ressort des tableaux 11 et 12 que les trois quarts environ du total des sommes engagées par la Banque dans la Communauté depuis sa création l'ont été pour des financements dans les régions moins développées et aussi, bien que pour des montants moindres, dans des régions de vieille industrie confrontées à des problèmes de conversion. Les projets d'intérêt commun européen ont néanmoins pris récemment une importance croissante et absorbent un peu plus de 22 % du total des financements de la Banque. Il s'agit principalement d'infrastructure d'intérêt européen ; les investissements réalisant des coopérations industrielles

⁽¹⁾ Il s'agit du total des investissements pour travaux de génie civil et installations de tous les projets auxquels la Banque a apporté son concours, établi à partir des données qui servaient de base aux plans de financement des promoteurs à la date d'approbation du concours de la Banque par le Conseil d'Administration.

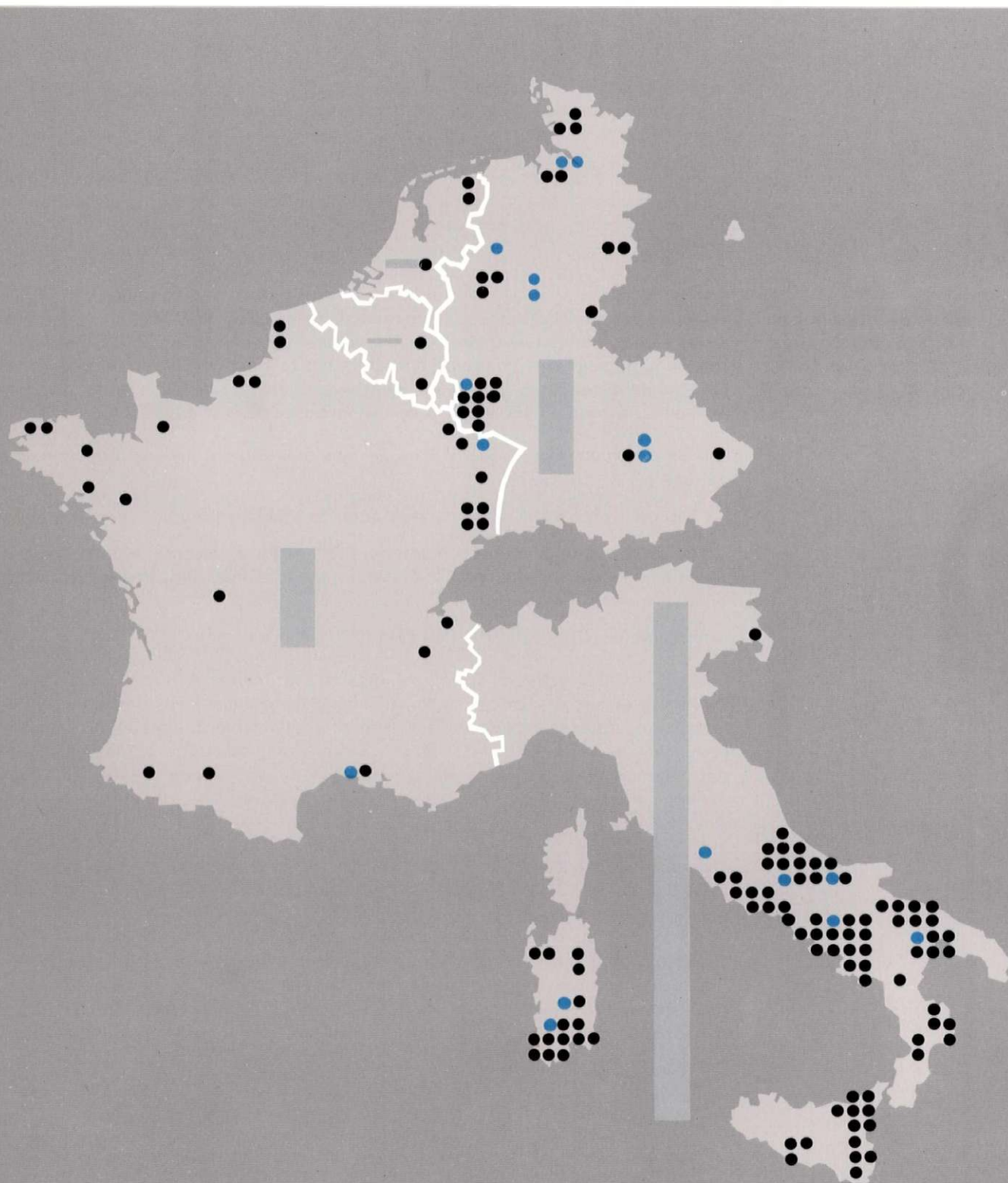
Projets industriels financés de 1958 à 1972

Les colonnes sont proportionnelles aux crédits totaux

1958 à 1971 ●

en 1972 ●

	Nombre de projets	Montant millions u.c.
Allemagne	29	154,1
France	25	132,8
Italie	156	689,0
Pays-Bas	3	20,8
Belgique	2	10,8
	215	1.007,5



dans des secteurs de haute technicité ne totalisent encore que des montants assez modestes, ce qui est également le cas des projets visant la modernisation ou la conversion d'entreprises (un peu plus de 2 % au total).

14 % du total des interventions depuis 1958 ont été attribués dans les pays associés.

Les pays associés dans lesquels la Banque n'a commencé ses opérations qu'en 1963, ont reçu environ 14 % des fonds mis en œuvre par celle-ci durant la période 1958-1972. Cette part serait nettement plus élevée si les longues négociations et procédures de ratification des Conventions d'association et protocoles financiers avec les EAMA, puis avec la Turquie, n'avaient considérablement freiné, surtout ces trois dernières années, l'activité de la Banque dans ces pays. Durant la période considérée, 98 contrats d'un montant total de 386,5 millions ont été signés en faveur des divers Etats associés : Turquie 175,0 millions (45 %), EAMA et PTOM 142,3 millions (37 %), Grèce 69,2 millions (18 %).

Dans les Etats Africains et Malgache Associés et Pays et Territoires d'Outre-Mer, la Banque a signé du 1^{er} janvier 1964, date d'entrée en vigueur des premiers Accords d'Association, au 31 décembre 1972, 47 contrats se répartissant en 26 prêts ordinaires sur les ressources de la Banque pour 86,5 millions et en 21 opérations sur les ressources du Fonds Européen de Développement dont 20 prêts à des conditions spéciales pour un montant total de 54,8 millions et une prise de participation pour un million. Le graphique, page 32, montre la répartition de ces opérations par secteur et par pays. Ces prêts ont contribué à l'investissement de quelque 670 millions d'unités de compte et assuré directement la création de 35.000 emplois, une valeur ajoutée supplémentaire de l'ordre de 220 millions et un surcroît de recettes en devises de quelque 150 millions.

Au titre du premier Protocole entré en vigueur le 1^{er} décembre 1964, 36 prêts à conditions spéciales sur ressources des Etats membres ont été accordés en Turquie pour un total de 175 millions d'unités de compte, correspondant au montant prévu. Ces prêts ont contribué à la réalisation d'investissements pour un montant global de l'ordre de 1,1 milliard d'unités de compte comportant la création de plus de 15.000 emplois.

Sur l'ensemble des sommes engagées par la Banque depuis 1958, 58 % ont été destinés au financement d'infrastructures.

La ventilation par **secteurs économiques** de l'ensemble des projets financés montre que 58 % environ du montant total des fonds engagés par la Banque de 1958 à 1972 l'ont été pour le financement de projets d'infrastructure économique au premier rang desquels figurent les transports avec 29 %, suivis de l'énergie (13 %), des télécommunications (9 %) et de la mise en valeur agricole (5 %) (cf. tableau 10).

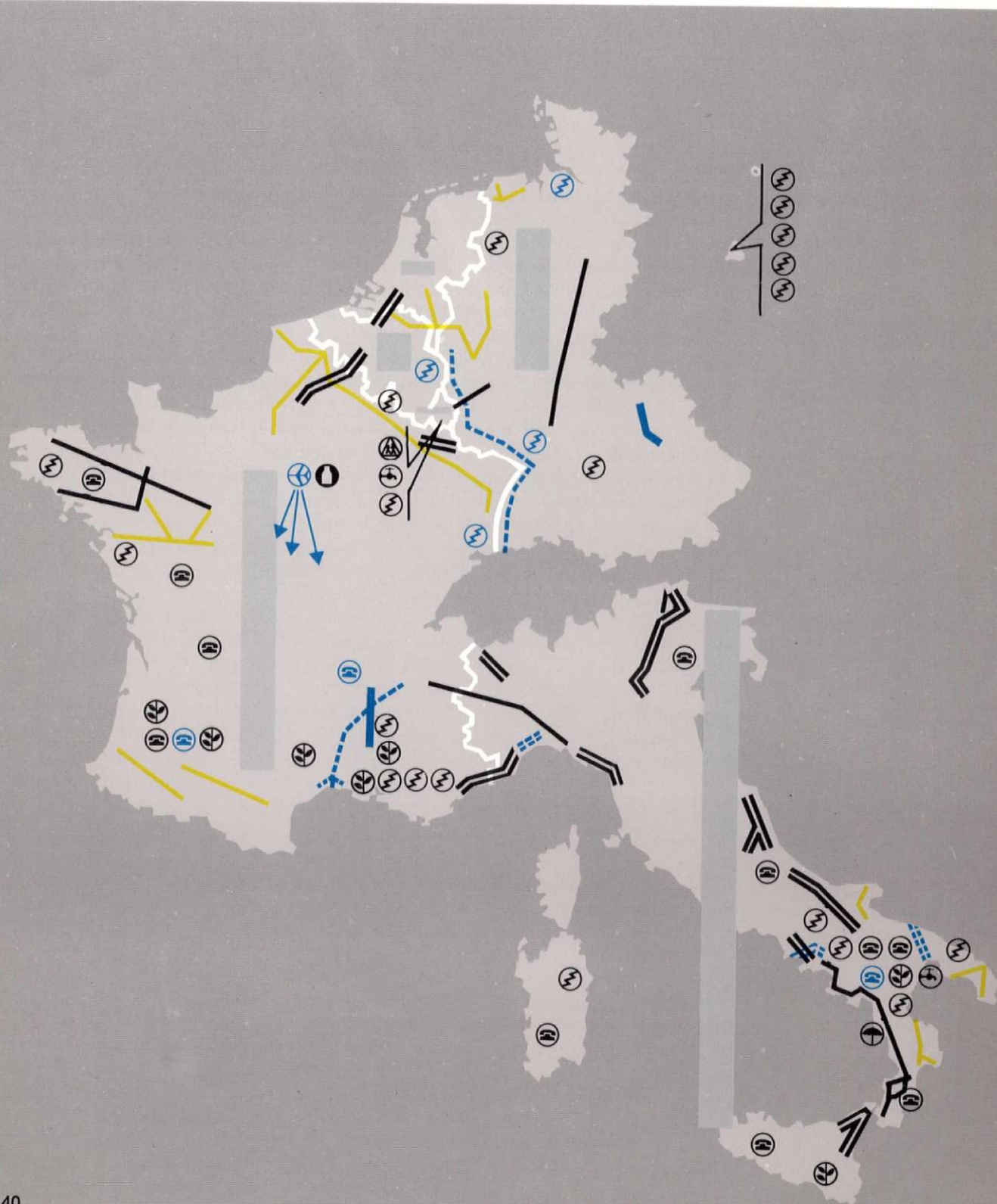
L'industrie et les services ont obtenu ensemble environ 42 % du total des financements avec une certaine prédominance de l'industrie chimique (11 %), de la production et de la première transformation des métaux (9 %), suivis d'assez loin par les industries mécaniques et celle de l'automobile (6 %). Bien que, dans leur ensemble, les industries de base représentent la majeure partie des concours accordés avec 61 % du montant des financements industriels, les industries manufacturières n'en recueillent pas moins des montants très substantiels dont bénéficient un grand nombre de projets de dimension plus modeste, en faveur

Projets d'infrastructure financés de 1958 à 1972

	1958-71	1972
Infrastructure agricole		
Tourisme		
Energie		
Télécommunications		
Aménagement agricole		
Approvisionnement eau potable		
Autoroutes		
Gazoducs		
Chemins de fer		
Voies navigables		
Transports aériens		
Ecole Européenne		

Les colonnes sont proportionnelles aux crédits totaux

	Nombre de projets	Montant millions u.c.
Allemagne	15	199,5
France	31	437,7
Italie	40	723,3
Pays-Bas	2	22,1
Belgique	4	56,4
Luxembourg	3	9,0
	95	1.448,0



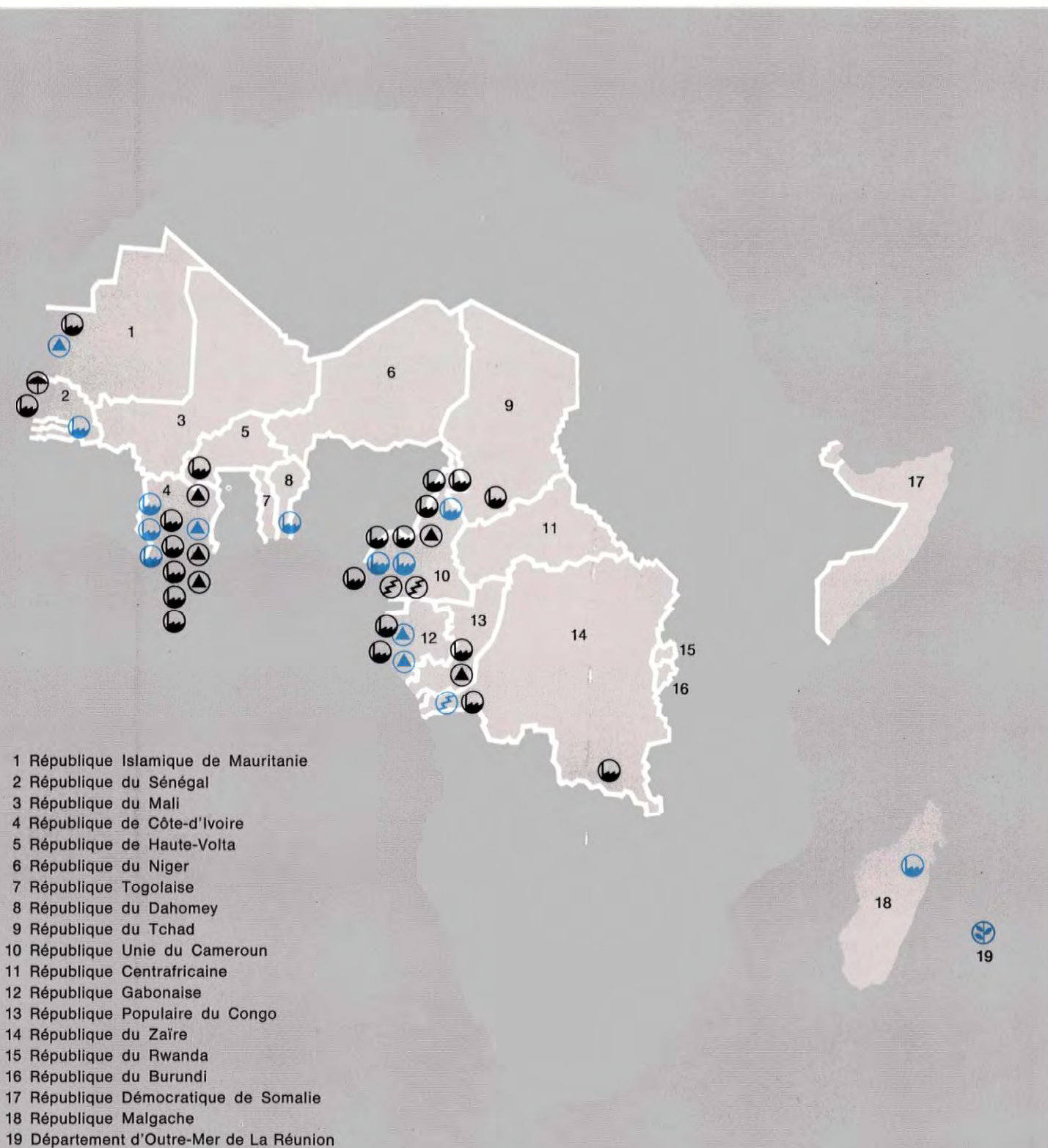
desquels la procédure de « prêts globaux » utilisée depuis 1969 permet de multiplier les interventions.

Les affectations sur prêts globaux consenties dans la Communauté (tableau 15) se sont concentrées sur le travail des métaux et la mécanique (23 %), les industries alimentaires (16 %), les matériaux de construction (10 %) et la transformation du caoutchouc et des matières plastiques (10 %).

Projets financés dans les EAMA de 1964 à 1972

Prêts ordinaires et opérations spéciales sur les ressources du Fonds Européen de Développement

	Prêts ordinaires	Opérations spéciales
Tourisme		
Energie		
Industrie		
Infrastructure		
Agriculture		



Ressources ⁽¹⁾

**Les ressources de la Banque
ont augmenté de plus de 20 %
par rapport à 1971.**

**La Banque a collecté
479,5 millions d'unités
de compte sur les marchés
de capitaux**

**dont 240 millions d'emprunts
dans les monnaies
des pays membres,**

**198 millions
d'unités de compte
d'emprunts en dollars
sur le marché international**

**et 24,0 millions
d'unités de compte en Suisse,
dans le Cadre de l'Accord
conclu avec la
Confédération Helvétique.**

Au 31 décembre 1972 l'ensemble des fonds de la Banque provenant de son capital versé, des emprunts émis et des excédents de gestion affectés aux réserves et aux provisions a atteint 2.189,8 millions d'unités de compte, contre 1.808,6 millions au 31 décembre 1971, accusant ainsi en cours d'année un accroissement de 381,2 millions en montant absolu et de 21 % en valeur relative. Cette augmentation provient, à concurrence de 359,3 millions d'une augmentation nette des fonds d'emprunts et pour 21,9 millions des excédents de gestion de l'année affectés aux réserves et aux provisions.

Les appels de la Banque aux marchés financiers ont atteint durant l'année 1972 le chiffre, jusqu'alors inégalé, de 479,5 millions d'unités de compte contre 412,9 millions en 1971 et 168,9 millions en 1970.

Les emprunts émis ont totalisé 462,0 millions et les participations de tiers au financement de prêts se sont élevées à 17,5 millions (tableau 5).

Grâce à la compréhension dont ont fait preuve à son égard les autorités monétaires de tous les pays membres, la Banque a pu, pour la seconde fois consécutive dans son histoire, reconstituer ses ressources dans les six monnaies de la Communauté à concurrence de 240 millions, en réalisant une douzaine d'opérations d'emprunts dont huit, totalisant 137 millions contre 127 millions l'année précédente, ont été placés uniquement auprès des investisseurs ou des épargnants des pays dans les devises desquels étaient libellés les titres offerts.

La Banque a ainsi recueilli durant l'année la contre-valeur de 63,3 millions d'unités de compte en liras, de 57,2 millions en Deutsche Mark, de 32,9 millions en francs belges, de 31,5 millions en francs français, de 28,4 millions en florins et de 26,7 millions en francs luxembourgeois.

Ces ressources, à elles seules, n'auraient toutefois pas permis à la Banque de faire face à la poursuite du développement harmonieux de ses activités. La Banque a donc dû intensifier, sur le marché international des capitaux, ses émissions en dollars qui ont atteint la contre-valeur de 198 millions d'unités de compte contre 120 millions l'année précédente. Ces opérations lui ont offert la possibilité d'associer, pour la première fois, des banques japonaises au placement de ses titres, d'émettre l'emprunt à taux fixe le plus important en volume qui ait jamais été réalisé jusqu'alors sous la forme d'obligations non convertibles (75 millions de dollars), et surtout de tester une nouvelle formule de syndicat pour les émissions publiques de ses emprunts permettant non seulement une économie de coût pour l'emprunteur, mais surtout une meilleure tenue des titres émis dans les semaines suivant le placement. Ces diverses initiatives de caractère technique semblent aujourd'hui concluantes.

En mars 1972, la Banque a pu signer avec le Conseil Fédéral Helvétique un Accord lui assurant notamment pour ses émissions un traitement fiscal privilégié. En particulier, le droit de timbre que la Banque doit acquitter pour les emprunts qu'elle émet sur le marché suisse des capitaux a été ramené de 1,2 %, taux normal, à un taux préférentiel de 0,6 %. Les Autorités de la Confédération ont également tenu à marquer l'intérêt qu'elles portent aux opérations de la Banque en lui

(1) Les données statistiques relatives aux appels de la Banque aux marchés financiers en 1972 ont été converties en unités de compte sur la base des taux retenus pour ses travaux par l'Office statistique des Communautés Européennes en 1972. Les données comptables incluses dans ce chapitre ont été, en revanche, converties sur la base des parités (cf. page 6).

**17,5 millions
d'unités de compte
ont été recueillis par
attribution de certificats
de participations.**

ouvrant une nouvelle fois leur marché, comme elles l'avaient fait en 1971 ; les sommes recueillies ainsi ont représenté la contre-valeur de 24,0 millions d'unités de compte.

Les recours de la Banque à l'emprunt ont été assez largement concentrés sur le second semestre et plus particulièrement sur les quatre derniers mois de l'année. Soucieuse de réduire momentanément le volume de ses liquidités tant que la chute des taux à court terme en rendait la détention nécessairement coûteuse, la Banque s'est attachée à abaisser à quelques semaines les délais de déboursement de ses prêts en assortissant ceux-ci, à partir du 1^{er} janvier 1972, d'une commission d'engagement appropriée. Elle a, d'autre part, limité ses appels de fonds sur les marchés aux strictes nécessités découlant du développement de ses activités de prêts.

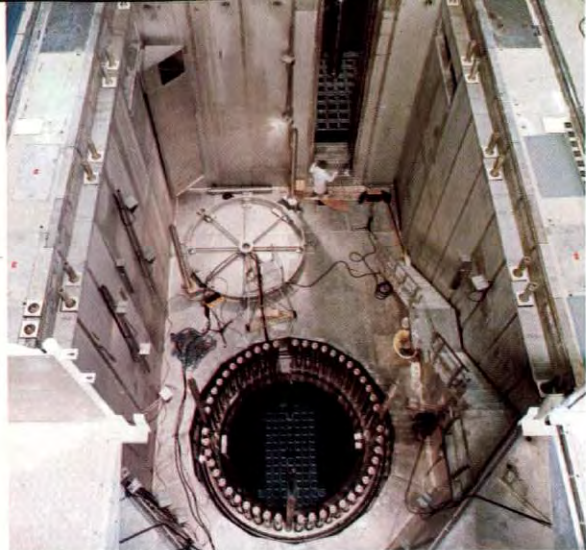
Le renversement de la tendance des taux à court terme durant l'été et les perspectives d'un renchérissement sensible des capitaux à long terme ont, au contraire, conduit la Banque à partir de l'automne à intensifier le rythme de ses émissions. La Banque a, en outre, expérimenté un nouvel instrument de mobilisation de ses créances en offrant aux investisseurs institutionnels et aux banques la possibilité de participer au financement de ses prêts, par le canal d'attributions de certificats de participations, assorties de sa garantie. Menées jusqu'à la fin de décembre à titre d'essai, ces opérations ont permis de constater que la Banque pouvait par cette voie recueillir un volume additionnel de ressources, dans des monnaies variées, en associant un nombre accru d'institutions à ses opérations et en élargissant ainsi le cercle et parfois même l'appartenance géographique de ses bailleurs de fonds habituels.

Le tableau 16 page 71 donne le détail des emprunts conclus au cours de l'exercice.

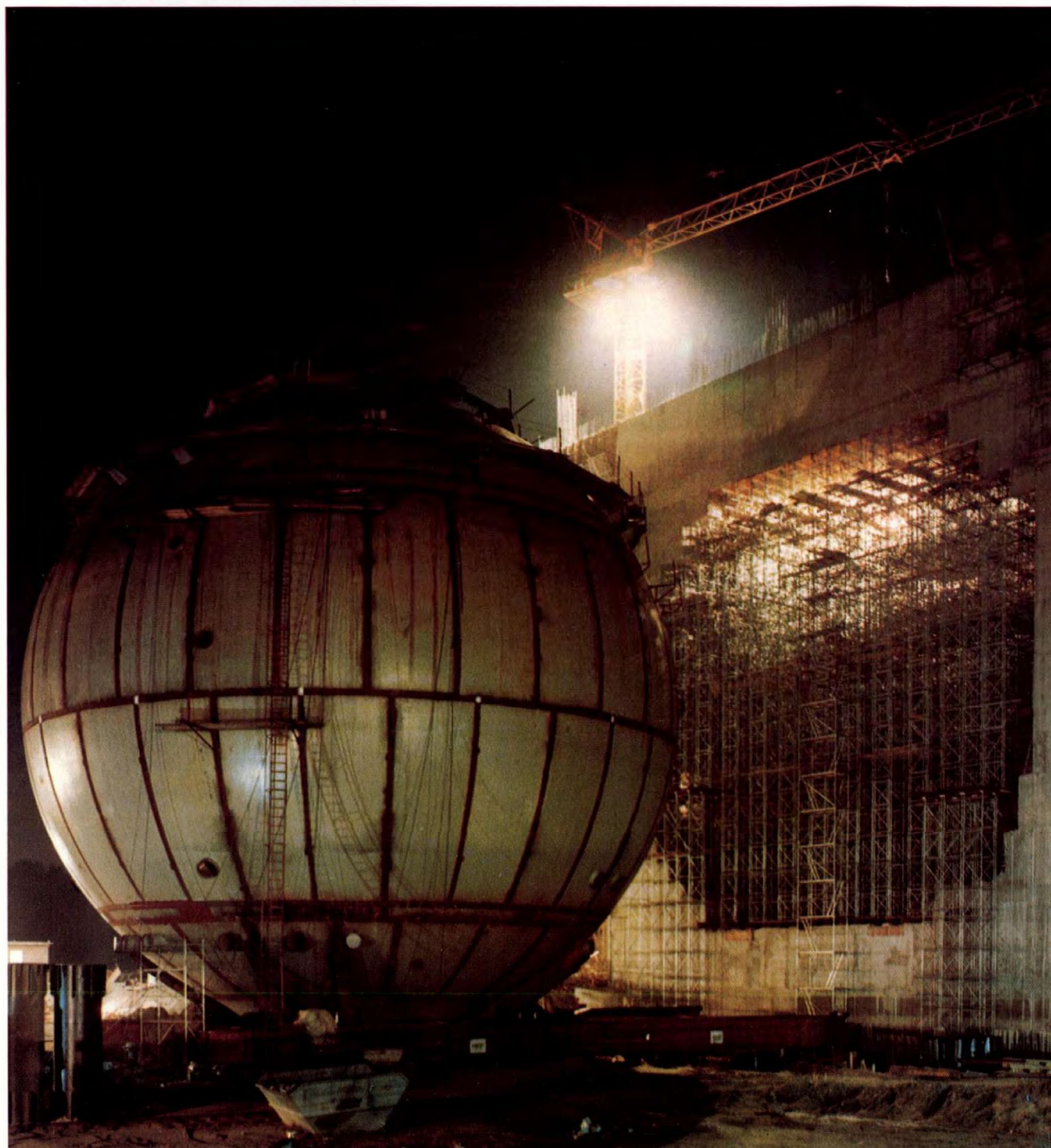
Tableau 5 : Emprunts effectués par la Banque

Exercice	Nombre	Montant millions u.c.
1961	3	21,4
1962	2	32,3
1963	3	35,2
1964	5	66,8
1965	4	65,0
1966	6	138,5
1967	8	194,5
1968	13	212,5
1969	9	146,0
1970	7	168,9
1971	20	412,9
1972	19	462,0
1961-1972	99	1.956,0 ⁽¹⁾

(¹) Le montant total des emprunts de la Banque, effectués au cours de la période 1961-1972, est, après ajustement aux parités au 31 décembre 1972 de 1.918,9 millions au lieu de 1.956,0 millions d'unités de compte.



Le développement de la production d'énergie électrique d'origine nucléaire répond à la fois aux besoins croissants en énergie et au souci de réduire la dépendance énergétique de la Communauté vis-à-vis de l'extérieur. Avec quatre prêts totalisant 100,6 millions d'unités de compte, la Banque a contribué au financement de deux centrales nucléaires en Allemagne, d'une centrale en France et d'une autre en Belgique.



**Les taux d'intérêt
de la Banque
ont pu être réduits.**

**Au 1^{er} janvier 1973,
le capital souscrit de
la Banque est porté à
2,025 milliards
d'unités de compte
et son capital versé à
405 millions.**

Le montant global des fonds empruntés est passé, après ajustement aux parités officielles, de 1.511,7 millions d'unités de compte au 31 décembre 1971 à 1.918,9 millions au 31 décembre 1972. Déduction faite des remboursements, l'encours net des emprunts atteignait à cette dernière date 1.772,2 millions contre 1.412,9 millions au 31 décembre 1971, soit un accroissement de 359,3 millions.

Grâce à la détente intervenue sur les marchés financiers, la Banque a pu abaisser de façon significative les taux d'intérêt de ses prêts. Ces taux qui étaient de 8,125 % en début d'année quelle que soit la durée des prêts, ont été abaissés, une première fois en avril, à 7,5 % lorsque la durée du prêt n'excède pas 9 ans et à 7,875 % au-delà ; puis en octobre à respectivement 7,375 % et 7,75 % pour les mêmes durées.

Les membres fondateurs de la Banque ont effectué le 31 janvier 1973 un premier versement de 25 millions d'unités de compte au titre de l'augmentation de capital décidée par le Conseil des Gouverneurs lors de sa réunion du 26 avril 1971. Un second versement de 25 millions d'unités de compte doit avoir lieu le 31 janvier 1974.

A la suite de l'entrée en vigueur du Traité d'Adhésion, le capital souscrit a été porté le 1^{er} janvier 1973 de 1,5 milliard à 2,025 milliards d'unités de compte. La contribution statutaire des nouveaux Etats membres au capital versé, qui est de 20 % du capital souscrit, s'élève à 105 millions d'unités de compte. Un cinquième du versement a été effectué en espèces le 28 février 1973 ; le solde a été réglé en Bons du Trésor non productifs d'intérêts venant à échéance en quatre tranches égales respectivement neuf mois, seize mois, vingt-trois mois et trente mois à partir de la date de l'adhésion.

Le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande ont commencé à régler également leur part contributive aux réserves et aux provisions de la Banque, évaluée à 58,6 millions d'unités de compte, en cinq paiements égaux, le premier à la fin de février 1973, les autres devant avoir lieu aux dates d'échéance des Bons remis en paiement du capital.

Résultats de gestion

**L'excédent de gestion
a atteint 22 millions
d'unités de compte**

**et a été affecté aux réserves
et aux provisions.**

**La situation de la Banque
au 1^{er} janvier 1973,
approchait les 3 milliards
d'unités de compte.**

Grâce notamment à la mise en œuvre de sa politique de réduction des liquidités durant la plus grande partie de l'année, la Banque a pu faire face au contrecoup de la diminution des taux d'intérêt à vue et à court terme sur les marchés de l'argent et accroître encore légèrement en 1972, malgré les baisses successives des taux d'intérêt de ses prêts, le montant de ses excédents de gestion. La perte de change incombant à la Banque du fait de la dévaluation du dollar le 8 mai 1972 pour un montant de 6,8 millions a été, en grande partie, couverte par la provision constituée à cet effet l'année précédente. Après amortissement des frais d'émission d'emprunts et des frais de remboursement s'élevant à 5,6 millions en 1972 contre 4,2 millions en 1971, les excédents du compte de profits et de pertes restant à affecter aux réserves et aux provisions ressortent à 21,9 millions d'unités de compte en 1972 contre 20,5 millions en 1971.

Ces excédents ont été affectés à concurrence de 4,9 millions à la réserve statutaire et pour le solde aux provisions. A la date du 31 décembre 1972 le montant global des réserves et des provisions s'élevait ainsi à 167,6 millions dont 68,6 millions pour la réserve statutaire.

A la même date, le bilan de la Banque atteignait 2.755 millions contre 2.328 millions en 1971, accusant une progression de 18,4 % au cours de l'exercice. A la suite de l'entrée en vigueur du Traité d'Adhésion, la situation de la Banque, le 1^{er} janvier 1973, s'élevait à près de trois milliards. (cf. p. 62).

Administration

Le Conseil d'Administration a vivement ressenti la douleur de la perte de M. Aldo BALDARI, Inspecteur Général du Trésor, chef de l'IRFE, décédé en décembre 1972. M. Aldo BALDARI appartenait au Conseil d'Administration de la BEI depuis 1962 et avait en de nombreuses occasions fait bénéficier la Banque de sa très grande compétence et de son expérience.

En raison de leur changement de fonctions, M. Antoine DUPONT-FAUVILLE et M. André POSTEL-VINAY ont donné leur démission. Le Conseil les remercie pour leur précieuse contribution à l'activité de la Banque.

Aux trois postes vacants, le Conseil des Gouverneurs a nommé pour la durée restant à courir du mandat de leur prédécesseur : M. Savino SPINOSI, suppléant de M. MICONI, M. Yves ROLAND-BILLECART, suppléant de M. PÉROUSE et M. Bernard CLAPPIER, administrateur.

Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1973, le Protocole n° 1 concernant les Statuts de la Banque, annexé à l'Acte d'Adhésion des nouveaux Etats membres, a prévu un élargissement du Conseil d'Administration et du Comité de Direction.

Dès l'adhésion, le Conseil des Gouverneurs a complété la composition du Conseil d'Administration, en nommant : trois administrateurs désignés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : M. Christopher FOGARTY, M. Raymond PROSSER et M. Rupert RAW; un administrateur désigné par le Royaume de Danemark : M. Erik HOFFMEYER; un administrateur désigné par l'Irlande : M. Sean F. MURRAY; un administrateur désigné par le Grand-Duché de Luxembourg : M. Pierre GUILL, auparavant suppléant désigné d'un commun accord par les pays du Benelux; deux suppléants désignés par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord : M. Geoffrey LITTLER et M. David NENDICK.

Ces huit nouveaux membres du Conseil sont nommés pour une période de 5 ans. Leur mandat expirera à l'issue de la Séance Annuelle du Conseil des Gouverneurs au cours de laquelle sera examiné le Rapport annuel relatif à l'exercice 1977.

Le mandat des anciens administrateurs et suppléants expire à la Séance Annuelle au cours de laquelle est examiné le présent Rapport relatif à l'exercice 1972. A l'issue de cette séance, le Conseil d'Administration comprendra 18 administrateurs et 10 suppléants se répartissant comme suit :

Allemagne	3 administrateurs	2 suppléants
France	3 administrateurs	2 suppléants
Italie	3 administrateurs	2 suppléants
Royaume-Uni	3 administrateurs	2 suppléants
Belgique	1 administrateur	1 suppléant désigné d'un commun accord par les pays du Benelux
Luxembourg	1 administrateur	
Pays-Bas	1 administrateur	
Danemark	1 administrateur	
Irlande	1 administrateur	
Commission des Communautés Européennes	1 administrateur	1 suppléant

Tous les administrateurs n'étant pas assistés par un suppléant, une disposition nouvelle prévoit la possibilité de délégation de voix.

Le 15 janvier 1973, le Conseil des Gouverneurs, sur proposition du Conseil d'Administration, a nommé un cinquième membre au Comité de Direction : le Vice-Président Sir Raymond BELL, précédemment Deputy Secretary à la Trésorerie britannique, qui avait été membre de la délégation du Royaume-Uni aux négociations pour l'adhésion à la Communauté Économique Européenne.

La réalisation des tâches de la Banque après l'adhésion de nouveaux Etats membres suppose une extension de ses services, qui comptaient, au 31 décembre 1972, 230 collaborateurs. La Banque a entrepris le recrutement de personnel supplémentaire provenant des nouveaux pays membres, sans avoir recours à des mesures de dégagement des cadres.

Le Conseil d'Administration exprime tous ses remerciements au personnel de la Banque pour l'importance et la qualité du travail qu'il a accompli, avec dévouement, au cours de l'année 1972.

Le Président du Conseil d'Administration

Luxembourg, le 12 avril 1973

Yves LE PORTZ

Bilan au 31 décembre 1972

(en unités de compte de 0,88867088 gramme d'or fin) - Voir les notes sur les états financiers, Annexe D

Actif

	31.12.1972	31.12.1971
A verser par les États membres en compte capital (Annexe A)	50.000.000	50.000.000
Caisse et banques		
A vue ou à un an au plus	272.519.425	222.514.228
A plus d'un an	5.611.574	4.087.446
	278.130.999	226.601.674
Portefeuille (Note B)		
A un an au plus	26.577.227	19.051.897
A plus d'un an	35.295.420	41.949.423
	61.872.647	61.001.320
Produits d'emprunts à recevoir	—	25.000.000
Créances sur États membres pour ajustement du capital	—	209.323
Prêts en cours (Annexe B)	2.160.481.294	1.796.661.374
(dont à verser 1972 - u.c. 298.159.824		
1971 - u.c. 280.400.170)		
Garanties (Note C)		
Créances au titre de prêts sur mandat garantis par la Banque	92.896.175	92.896.175
Créances au titre de garanties sur prêts accordés par des tiers	(16.393.443)	(—)
Créances au titre de garanties accordées sur participations des tiers au financement des prêts de la Banque	(17.290.655)	(—)
Terrains et immeubles	482.398	200.000
Intérêts et commissions à recevoir	30.239.042	24.927.782
Frais d'émission à amortir	38.748.863	29.876.188
Primes de remboursement à amortir	8.639.433	7.691.474
	47.388.296	37.567.662
Dépôts spéciaux pour service d'emprunts (Note D) .	18.970.034	11.585.312
Divers (Note E)	14.592.489	1.053.469
	2.755.053.374	2.327.704.091

Passif

	31.12.1972	31.12.1971
Capital (Annexe A)		
Souscrit	1.500.000.000	1.500.000.000
Non appelé	1.200.000.000	1.200.000.000
	300.000.000	300.000.000
Réserve statutaire (Note H)	68.550.827	63.673.089
Provisions (Note H)		
Pour risques sur prêts et garanties	71.000.000	64.000.000
Pour péréquation d'intérêts	9.000.000	9.000.000
Pour risques monétaires	12.500.000	5.000.000
Pour construction	6.500.000	4.000.000
	99.000.000	82.000.000
Provision spéciale	—	4.104.000
Frais d'émission amortis précédemment et réactivés .	23.127.079	23.127.079
Fonds de pension du personnel	3.248.490	2.630.863
Dettes envers États membres pour ajustement du capital	107.199	1.095.830
Emprunts (Annexe C)		
Obligations et bons de caisse	1.521.120.207	1.170.615.063
Autres emprunts à moyen et long terme	251.124.982	242.317.626
	1.772.245.189	1.412.932.689
Primes de remboursement sur obligations	12.060.599	10.398.288
	1.784.305.788	1.423.330.977
Montants à verser sur prêts en cours	298.159.824	280.400.170
Garanties (Note C)		
Sur prêts sur mandat garantis par la Banque	92.896.175	92.896.175
Sur prêts accordés par des tiers	(16.393.443)	(—)
Sur participations des tiers au financement des prêts de la Banque	(17.290.655)	(—)
Intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	43.467.892	33.634.128
Coupons et obligations échus - non encore payés (Note D)	18.970.034	11.585.312
Divers (Note E)	23.220.066	9.226.468
	2.755.053.374	2.327.704.091

Comptes d'ordre

Titres reçus en garantie de prêts sur mandat	23.224.044	23.224.044
Titres reçus en dépôt	92.105.627	75.000.000

Compte de profits et de pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 1972

(en unités de compte de 0,88867088 gramme d'or fin) - Voir les notes sur les états financiers, Annexe D

Débit	1972	1971	Crédit	1972	1971
Dépenses et charges administratives	6.034.013	5.356.214	Intérêts et commissions sur prêts	118.811.368	83.318.923
Intérêts et charges sur emprunts	104.570.351	82.183.528	Intérêts et commissions sur placements	16.851.366	24.370.849
Amortissement sur frais d'émission et sur primes de remboursement	5.581.925	4.239.837	Commissions de gestion (Note F)	1.385.803	1.149.014
Frais financiers	358.421	4.267	Bénéfice sur vente d'or	—	1.410.925
Amortissements sur immeubles	100.000	100.000	Produits financiers et autres recettes	1.273.123	1.661.891
sur achats nets installations et matériel	101.673	67.450	Différences de change (Note G)	153.654	555.002
	201.673	167.450	Utilisation de la provision spéciale constituée au 31.12.1971 (Note G)	4.104.000	—
Différences de change (Note G)	6.801.937	—	Plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs de la Banque, non soumis à l'ajustement de l'Art. 7 des Statuts, sur la base du poids d'or fin des monnaies résultant de leurs taux centraux (Note G)	2.846.744	—
Provision pour risques sur prêts et garanties	7.000.000	8.000.000			
Provision pour risques monétaires	7.500.000	—			
Provision pour construction	2.500.000	2.000.000			
Provision spéciale	—	4.104.000			
Solde affecté à la réserve statutaire	4.877.738	6.411.308			
	145.426.058	112.466.604		145.426.058	112.466.604

Situation de la Section spéciale au 31 décembre 1972

(en unités de compte de 0,88867088 gramme d'or fin)

Actif	31.12.1972	31.12.1971	Passif	31.12.1972	31.12.1971
Turquie					
<i>Sur ressources des Etats membres</i>					
Prêts	158.841.951	145.680.619	Fonds en gestion fiduciaire	158.841.951	145.680.619
Prêts à verser	14.512.565	28.990.196	Fonds à verser	14.512.565	28.990.196
Total (1)	173.354.516	174.670.815	Total	173.354.516	174.670.815

Etats africains et malgache et pays et territoires d'outre-mer associés

<i>Sur ressources de la Communauté Economique Européenne</i>					
Prêts	36.238.458	27.634.893	Fonds en gestion fiduciaire	36.238.458	27.634.893
Prêts à verser	18.489.954	20.346.897	Fonds à verser	18.489.954	20.346.897
Total (2)	54.728.412	47.981.790	Total	54.728.412	47.981.790

Résumé

Prêts	195.080.409	173.315.512	Fonds en gestion fiduciaire	195.080.409	173.315.512
Prêts à verser	33.002.519	49.337.093	Fonds à verser	33.002.519	49.337.093
Total	228.082.928	222.652.605	Total	228.082.928	222.652.605

(1) Montant original des prêts signés pour le financement de projets situés en Turquie pour le compte et sur mandat des Etats membres: u.c. 175.000.000

A déduire :

— remboursements	u.c. 74.482	
— ajustements de change sur les montants versés	u.c. 1.571.002	
		u.c. 1.645.484
		<u>u.c. 173.354.516</u>

(2) Montant original des prêts signés pour le financement de projets dans les Etats africains et malgache et dans les pays et territoires d'outre-mer associés (E.A.M.A.-P.T.O.M.) pour le compte et sur mandat de la Communauté Economique Européenne:

u.c. 54.846.781

A ajouter :

— intérêts capitalisés	u.c. 333 829	
— ajustements de change sur les montants versés	u.c. 919	
		u.c. 334 748
		<u>u.c. 55.181.529</u>

A déduire :

— annulations	u.c. 404.917	
— remboursements	u.c. 48.200	
		u.c. 453.117
		<u>u.c. 54.728.412</u>

Annexe A - Etat des souscriptions au capital

Au 31 décembre 1972

En milliers d'unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe D

Pays membres	Capital souscrit	Capital non appelé (1)	Versé	Capital appelé		Total
				A verser le 31. 1. 1973	A verser le 31. 1.1974	
Allemagne	450.000	360.000	75.000	7.500	7.500	90.000
France	450.000	360.000	75.000	7.500	7.500	90.000
Italie	360.000	288.000	60.000	6.000	6.000	72.000
Belgique	118.500	94.800	21.625	1.037,5	1.037,5	23.700
Pays-Bas	118.500	94.800	17.875	2.912,5	2.912,5	23.700
Luxembourg	3.000	2.400	500	50	50	600
Totaux	1.500.000	1.200.000	250.000	25.000	25.000	300.000

(1) Le Conseil d'Administration peut en exiger le versement pour autant que ce versement est rendu nécessaire pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

Annexe B - Décomposition des prêts en cours

Au 31 décembre 1972

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe D

Pays ou territoires où les prêts ont été accordés (1) (2)	Nombre de prêts	Montant versé	Montant à verser	Total (3)	%
Belgique	6	59.913.769	3.000.000	62.913.769	2,91
Allemagne	42	223.281.210	41.256.831	264.538.041	12,24
France	55	428.548.525	87.033.393	515.581.918	23,86
Italie	190	997.880.485	138.883.040	1.136.763.525	52,62
Luxembourg	3	6.589.815	—	6.589.815	0,31
Pays-Bas	5	39.253.662	—	39.253.662	1,82
Grèce	15	49.849.416	5.147.623	54.997.039	2,55
Cameroun	8	10.185.288	3.503.713	13.689.001	0,63
Congo	1	8.288.100	—	8.288.100	0,38
Côte d'Ivoire	7	8.168.195	14.192.915	22.361.110	1,04
Gabon	3	2.709.198	248.344	2.957.542	0,14
Haute-Volta	1	436.884	—	436.884	0,02
Mauritanie	1	9.798.737	—	9.798.737	0,45
Sénégal	2	2.504.697	825.944	3.330.641	0,15
Zaire	2	12.936.807	4.068.021	17.004.828	0,79
Nouvelle-Calédonie	1	1.976.682	—	1.976.682	0,09
Total	342	1.862.321.470	298.159.824	2.160.481.294	100,00

(1) Monnaies remboursables sur prêts en cours :

Monnaie :	Montant
Monnaies des pays membres	u.c. 1.295.820.886
Option de la Banque entre les monnaies des anciens pays membres de la Communauté	u.c. 18.159.371
Autres monnaies	u.c. 548.341.213
Partie versée sur prêts en cours	u.c. 1.862.321.470
A ajouter partie non versée sur prêts en cours	u.c. 293.159.824
	u.c. 2.160.481.294

(2) Ventilation des prêts en cours suivant les garanties principales dont ils sont assortis :

Prêts accordés aux États membres ou bénéficiant de leur garantie	u.c. 1.289.361.617
Prêts accordés à des institutions publiques d'États membres ou garantis par ces dernières	u.c. 483.926.822
Prêts accordés aux États associés ou bénéficiant de leur garantie	u.c. 59.780.006
Prêts assortis d'autres garanties usuelles en matière de financement à long terme	u.c. 327.412.849
	u.c. 2.160.481.294

Pour une partie des prêts, il y a cumul entre plusieurs types de garanties ou sûretés.

(3) Montant original des prêts ordinaires signés, sur la base des parités officielles au jour de la signature :

u.c. 2.499.832.499

A déduire :

Ajustements de change sur les montants non encore versés aux dates de changement de parités u.c. 4.361.311

Montant des crédits ouverts u.c. 2.495.471.188

A déduire :

a) résiliations et annulations u.c. 9.162.276
b) remboursement du principal à la Banque u.c. 281.715.064
c) participations sur prêts attribuées à des tiers u.c. 17.290.655
u.c. 308.167.995

A déduire :

Ajustements de change sur les montants versés u.c. 26.821.899

Prêts ordinaires en cours u.c. 2.160.481.294

L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque, qui, en vertu de l'article 18 al. 5 des Statuts, ne doit pas excéder 250 % du montant du capital souscrit, était au 31-12-1972 de :

— prêts ordinaires u.c. 2.160.481.294
— garanties accordées :
 au titre de prêts sur mandat u.c. 92.896.175
 au titre de prêts accordés par des tiers u.c. 16.393.443
 au titre des participations des tiers au financement des prêts de la Banque u.c. 17.290.655
u.c. 126.580.273
u.c. 2.287.061.567

Annexe C - Etat de la dette consolidée

Au 31 décembre 1972

En unités de compte — Voir les notes sur les états financiers, Annexe D

Payable en	Dette en cours au 31 décembre 1971	Opérations de l'exercice		Ajustements de change	Dette en cours au 31 décembre 1972		
		Emprunts	Rembour- sements		Montant (1)	Taux d'intérêt moyens pondérés	Échéances
DM	412.568.306	54.644.809	5.464.481	—	461.748.634	6,72	1973/1987
FF	104.397.581	31.507.745	8.473.423	—	127.431.903	6,96	1973/1987
Lit.	202.892.800	64.000.000	5.223.360	—	261.669.440	6,40	1973/1987
FB	99.502.000	32.000.000	1.886.000	—	129.616.000	7,24	1973/1987
Fl.	85.151.934	27.624.309	925.415	—	111.850.828	6,70	1973/1990
Flux.	26.470.631	26.000.000	149.288	—	52.321.343	7 31	1973/1987
US \$	428.082.000	201.974.284	43.237.925	37.563.954	549.254.405	7,07	1973/1990
FS	53.867.437	24.485.199	—	—	78.352.636	6,84	1977/1986
Total	1.412.932.689	462.236.346	65.359.892	37.563.954	1.772.245.189		
Primes de remboursement	10.398.288	2.022.400	360.089	—	12.060.599		
Total général	1.423.330.977	464.258.746	65.719.981	37.563.954	1.784.305.788		

(1) Le tableau suivant indique les montants totaux requis en capital pour le remboursement des emprunts pendant les cinq ans suivant la date de cet état :

Période	1973	1974	1975	1976	1977
Montant	u.c. 40.035.097	u.c. 74.095.298	u.c. 123.356.128	u.c. 105.794.875	u.c. 180.008.272

Le détail de la dette en cours est indiqué ci-après :

I. OBLIGATIONS ET BONS DE CAISSE

	En monnaie nationale	En u.c.	Echéance finale	Modalités de remboursement
<i>Deutsche Mark (millions)</i>				
5 1/2 % obligations de 1964	80,0	21.857.924	1974	à l'échéance finale.
6 1/2 % obligations de 1967	20,0	5.464.481	1977	à l'échéance finale.
6 1/2 % obligations de 1968	100,0	27.322.404	1978	à l'échéance finale.
6 % obligations de 1969	120,0	32.786.886	1984	en 10 tranches annuelles égales 1975-1984.
7 % obligations de 1969	100,0	27.322.404	1984	en 10 tranches annuelles égales 1975-1984.
8 % obligations de 1970	100,0	27.322.404	1980	à l'échéance finale.
7 1/2 % obligations de 1971	100,0	27.322.404	1986	en 10 tranches annuelles égales 1977-1986.
7 3/4 % obligations de 1971	100,0	27.322.404	1986	en 10 tranches annuelles égales 1977-1986.
6 1/2 % obligations de 1972	100,0	27.322.404	1987	en 10 tranches annuelles égales 1978-1987.
6 % obligations de 1972	100,0	27.322.404	1987	en 8 tranches annuelles égales 1980-1987.
DM	920,0	251.366.119		

		<i>En monnaie nationale</i>	<i>En u.c.</i>	<i>Echéance finale</i>	<i>Modalités de remboursement</i>
<i>Francs français</i>		<i>(millions)</i>			
5 %	obligations de 1963	45,0	8.101.991	1983	1/3 du montant nominal de chaque obligation à la fin de la 10 ^e , 15 ^e et 20 ^e année.
6 1/4 %	obligations de 1966	120,0	21.605.311	1981	en 3 tranches trisannuelles égales 1975-1981 avec prime de remboursement croissante.
6 1/4 %	obligations de 1967	166,667	30.007.436	1985	en 5 tranches trisannuelles sensiblement égales 1973-1985 avec prime de remboursement croissante.
8 1/2 %	obligations de 1970	105,114	18.925.172	1988	en 16 annuités constantes en capital et intérêts 1973-1988 (R ¹).
7 3/4 %	obligations de 1971	96,0	17.284.248	1981	en 7 tranches annuelles de FF 4,0 mio 1973-1979 et 2 tranches de FF 34,0 mio 1980-1981 (R ³).
7 1/4 %	obligations de 1972	175,0	31.507.745	1987	en 4 tranches annuelles de FF 8,75 mio 1977-1980, 6 tranches annuelles de FF 17,5 mio 1981-1986 et 1 tranche de FF 35,0 mio en 1987 (R ³).
	FF	707,781	127.431.903		

<i>Lires italiennes</i>		<i>(milliards)</i>			
5 %	obligations de 1962	15,0	24.000.000	1977	en totalité à l'échéance finale.
6 %	obligations de 1965	12,675	20.280.000	1985	en 13 annuités constantes * 1973-1985.
6 %	obligations de 1966	13,4	21.440.000	1986	en 14 annuités constantes * 1973-1986.
6 %	obligations de 1966	14,0	22.400.000	1986	en 14 tranches annuelles égales 1973-1986.
6 %	obligations de 1967	14,0	22.400.000	1987	en 15 annuités constantes * 1973-1987.
6 %	obligations de 1968	14,468	23.149.440	1988	en 16 annuités constantes * 1973-1988 (R ²).
7 %	obligations de 1971	20,0	32.000.000	1986	en 12 tranches annuelles croissantes 1975-1986 avec prime de remboursement croissante.
7 %	obligations de 1971	20,0	32.000.000	1986	en 10 tranches annuelles égales 1977-1986 avec prime de remboursement croissante.
7 %	obligations de 1972	20,0	32.000.000	1987	en 10 tranches annuelles égales 1978-1987 avec prime de remboursement croissante.
7 %	obligations de 1972	20,0	32.000.000	1987	en 10 tranches annuelles croissantes 1978-1987.
	Lit.	163,543	261.669.440		

<i>Florins hollandais</i>		<i>(millions)</i>			
4 1/2 %	obligations de 1961	29,9	8.259.668	1981	en 9 tranches annuelles sensiblement égales 1973-1981.
4 3/4 %	obligations de 1962	30,0	8.287.293	1982	en 10 tranches annuelles égales 1973-1982.
5 3/4 %	obligations de 1964	30,0	8.287.293	1984	en 10 tranches annuelles égales 1975-1984.
5 3/4 %	obligations de 1965	40,0	11.049.724	1990	en 15 tranches annuelles sensiblement égales 1976-1990.
6 3/4 %	obligations de 1968	40,0	11.049.724	1988	en 10 tranches annuelles égales 1979-1988.
8 1/4 %	bons de caisse de 1970	60,0	16.574.585	1975	à l'échéance finale.
7 3/4 %	obligations de 1971	75,0	20.718.232	1986	en 10 tranches annuelles sensiblement égales 1977-1986.
7 3/4 %	obligations de 1972	50,0	13.812.155	1987	en 10 tranches annuelles égales 1978-1987.
6 %	obligations de 1972	50,0	13.812.155	1982	en 5 tranches annuelles égales 1978-1982.
	hfl.	404,9	111.850.829		

* en capital et intérêts

(R¹) = 50 % des obligations à rembourser peuvent être rachetées à des cours ne dépassant pas le pair.

(R²) = les obligations à rembourser peuvent être rachetées à des cours ne dépassant pas le pair.

(R³) = les obligations rachetées peuvent être imputées sur le montant nominal des obligations à rembourser contractuellement.

		En monnaie nationale	En u.c.	Echéance finale	Modalités de remboursement
Francs belges		(millions)			
6 %	obligations de 1963	348,8	6.976.000	1987	en 15 annuités constantes * 1973-1987.
6 1/2 %	obligations de 1965	312,0	6.240.000	1977	en 5 annuités constantes * 1973-1977 (R ²).
7 %	obligations de 1966	470,0	9.400.000	1978	en 5 tranches annuelles de FB 30,0 mio 1973-1977 et 1 tranche de FB 320,0 mio 1978 (R ²).
7 %	obligations de 1967	750,0	15.000.000	1982	en 5 tranches annuelles de FB 22,5 mio 1973-1977, 4 tranches annuelles de FB 37,5 mio 1978-1981 et 1 tranche de FB 487,5 mio à l'échéance finale (R ²).
6 3/4 %	obligations de 1968	750,0	15.000.000	1982	en 8 tranches annuelles de FB 37,5 mio 1974-1981 et 1 tranche de FB 450,0 mio 1982 (R ²).
8 1/2 %	obligations de 1970	750,0	15.000.000	1982	en 8 tranches annuelles de FB 30,0 mio 1974-1981 et 1 tranche de FB 510,0 mio 1982 (R ²).
7 3/4 %	obligations de 1971	1.000,0	20.000.000	1983	en 8 tranches annuelles de FB 40,0 mio 1975-1982 et FB 680,0 mio en 1983 (R ²).
8 %	obligations de 1971	500,0	10.000.000	1986	en 6 tranches annuelles de FB 40,0 mio 1977-1982, 3 tranches de FB 60,0 mio 1983-1985 et FB 80,0 mio 1986.
7 1/2 %	obligations de 1972	400,0	8.000.000	1987	en 6 tranches annuelles de FB 30,0 mio 1978-1983, 3 tranches de FB 50,0 mio 1984-1986 et FB 70,0 mio 1987.
6 3/4 %	obligations de 1972	1.200,0	24.000.000	1987	en 5 tranches annuelles de FB 36,0 mio 1978-1982, 4 tranches de FB 60,0 mio 1983-1986 et FB 780,0 mio 1987.
	FB	6.480,8	129.616.000		
Francs luxembourgeois		(millions)			
7 3/4 %	obligations de 1971	300,0	6.000.000	1981	en 5 tranches annuelles égales 1977-1981.
7 %	obligations de 1971	400,0	8.000.000	1986	en 10 tranches annuelles égales 1977-1986.
7 1/2 %	obligations de 1972	400,0	8.000.000	1982	en 4 tranches annuelles égales 1979-1982.
6 3/4 %	obligations de 1972	400,0	8.000.000	1987	en 10 tranches annuelles égales 1978-1987 (R ³).
	Flux.	1.500,0	30.000.000		
Dollars U.S.A.		(millions)			
5 1/2 %	obligations de 1964	19,999	18.420.204	1984	en 12 tranches annuelles sensiblement égales 1973-1984 (R ³).
6 %	obligations de 1965	17,332	15.963.747	1985	en 13 tranches annuelles sensiblement égales 1973-1985 (R ³).
6 1/2 %	obligations de 1966	17,5	16.118.485	1976	en 4 tranches annuelles croissantes 1973-1976 (R ³).
6 1/2 %	obligations de 1966	14,0	12.894.788	1986	en 14 tranches annuelles égales 1973-1986 (R ³).
6 1/2 %	obligations de 1967	25,0	23.026.407	1982	en 5 tranches annuelles de \$ 1,25 mio 1973-1977 et 5 tranches annuelles de \$ 3,75 mio 1978-1982 (R ³).
6 1/2 %	obligations de 1967	25,0	23.026.407	1987	en 15 tranches annuelles sensiblement égales 1973-1987 (R ³).
6 1/2 %	obligations de 1967	25,0	23.026.407	1982	en 5 tranches annuelles de \$ 1,25 mio 1973-1977 et 5 tranches annuelles de \$ 3,75 mio 1978-1982 (R ³).
6 3/4 %	obligations de 1968	23,0	21.184.294	1980	en 6 tranches annuelles égales de \$ 1,0 mio 1973-1978 et 2 tranches annuelles égales de \$ 8,5 mio 1979-1980 (R ³).
7 1/2 %	obligations de 1969	24,5	22.565.878	1984	en 7 tranches annuelles égales de \$ 0,5 mio 1973-1979 et 5 tranches annuelles égales de \$ 4,2 mio 1980-1984 (R ³).
8 3/4 %	obligations de 1970	30,0	27.631.688	1975	à l'échéance finale.
8 3/4 %	obligations de 1971	30,0	27.631.688	1986	en 8 tranches annuelles de \$ 1,5 mio 1974-1981 et 5 tranches annuelles de \$ 3,6 mio 1982-1986 (R ³).
8 1/2 %	obligations de 1971	25,0	23.026.407	1986	en 8 tranches annuelles de \$ 1,0 mio 1974-1981, 3 tranches de \$ 3,0 mio 1982-1984 et 2 tranches de \$ 4,0 mio 1985-1986 (R ³).
7 3/4 %	bons de caisse de 1971	25,0	23.026.407	1978	à l'échéance finale.
7 1/2 %	obligations de 1972	50,0	46.052.813	1990	en 6 tranches annuelles de \$ 2,5 mio 1977-1982, 5 tranches de \$ 3,5 mio 1983-1987, 2 tranches de \$ 4,5 mio 1988-1989 et \$ 8,5 mio 1990 (R ³).
7 1/4 %	obligations de 1972	50,0	46.052.813	1987	en 5 tranches annuelles de \$ 1,0 mio 1973-1977, 7 tranches de \$ 2,0 mio 1978-1984, 2 tranches de \$ 8,0 mio 1985-1986 et \$ 15,0 mio 1987 (R ³).
7 %	obligations de 1972	75,0	69.079.220	1987	en 13 tranches annuelles de \$ 2,37 mio 1973-1985, \$ 6,52 mio 1986 et \$ 37,67 mio 1987 (R ³).
Taux flottant :					
	obligations de 1970	15,0	13.815.844	1975	à l'échéance finale.
	obligations de 1971	40,0	36.842.251	1976	à l'échéance finale.
	obligations de 1972	45,0	41.447.532	1977	à l'échéance finale.
	\$	576,331	530.833.280		

		<i>En monnaie nationale</i>	<i>En u.c.</i>	<i>Echéance finale</i>	<i>Modalités de remboursement</i>
<i>Francs suisses</i>		<i>(millions)</i>			
7 1/2 %	bons de caisse de 1971	100,0	24.485.199	1977	à l'échéance finale.
6 1/2 %	obligations de 1971	80,0	19.588.159	1986	par rachats au-dessous du pair 1982-1986 jusqu'à FS 16,0 mio annuel (R ⁴).
7 %	obligations de 1971	40,0	9.794.080	1978	à l'échéance finale.
6 1/4 %	bons de caisse de 1972	50,0	12.242.599	1977	à l'échéance finale.
6 1/2 %	bons de caisse de 1972	50,0	12.242.599	1979	à l'échéance finale.
	FS	320,0	78.352.636		
Total des obligations et bons de caisse			1.521.120.207		(R ⁴) = les obligations non rachetées seront remboursables au pair en 1986.

II. AUTRES EMPRUNTS A MOYEN ET LONG TERME

		<i>En monnaie nationale</i>	<i>En u.c.</i>	<i>Echéance finale</i>	<i>Modalités de remboursement</i>
<i>Deutsche Mark</i>		<i>(millions)</i>			
6 1/2 %	emprunt privé 1968	80,0	21.857.924	1980	en 8 tranches égales 1973-1980.
6 1/4 %	emprunt privé 1968	50,0	13.661.202	1974	à l'échéance finale.
6 1/2 %	emprunt privé 1968	50,0	13.661.202	1983	en 10 tranches annuelles égales 1974-1983.
6 3/4 %	emprunt privé 1968	50,0	13.661.202	1983	en 10 tranches annuelles égales 1974-1983.
6 1/4 %	emprunt privé 1968	25,0	6.830.601	1983	en 10 tranches annuelles égales 1974-1983.
6 1/4 %	emprunt privé 1968	50,0	13.661.202	1978	à l'échéance finale.
6 1/4 %	emprunt privé 1968	25,0	6.830.601	1984	en 6 tranches annuelles de DM 2,0 mio 1973-1978, 1 tranche de DM 3,0 mio 1979 et 5 tranches de DM 2,0 mio 1980-1984.
6 1/2 %	emprunt privé 1968	100,0	27.322.405	1984	en 10 tranches annuelles égales 1975-1984.
6 3/4 %	emprunt privé 1969	25,0	6.830.601	1984	en 10 tranches annuelles égales 1975-1984.
6 3/4 %	emprunt privé 1969	25,0	6.830.601	1984	en 10 tranches annuelles égales 1975-1984.
6 1/2 %	emprunt privé 1969	30,0	8.196.721	1984	en 10 tranches annuelles égales 1975-1984.
6 1/2 %	emprunt privé 1969	20,0	5.464.481	1984	en 10 tranches annuelles égales 1975-1984.
6 1/2 %	emprunt privé 1969	90,0	24.590.164	1981	en 9 tranches annuelles égales 1973-1981.
7 %	emprunt privé 1969	50,0	13.661.202	1984	en 10 tranches annuelles égales 1975-1984.
7 3/4 %	emprunt privé 1971	100,0	27.322.405	1981	à l'échéance finale.
	DM	770,0	210.382.514		
<i>Francs luxembourgeois</i>		<i>(millions)</i>			
5 %	crédit bancaire 1964	16,067	321.343	1974	en 2 annuités constantes 1973-1974.
7,9 %	crédit bancaire 1971	300,0	6.000.000	1978	à l'échéance finale.
7,85 %	crédit bancaire 1971	300,0	6.000.000	1979	à l'échéance finale.
7 %	crédit bancaire 1972	500,0	10.000.000	1980	à l'échéance finale.
	Flux.	1.116,067	22.321.343		
<i>Dollars U.S.A.</i>		<i>(millions)</i>			
7 3/4 %	obligations de 1972	20,0	18.421.125	1987	en 9 tranches annuelles de \$ 1,1 mio 1978-1986 et \$ 10,1 mio 1987.
	\$	20,0	18.421.125		
Total : Autres emprunts à moyen et long terme			251.124.982		

III. PRIMES DE REMBOURSEMENT

	<i>En monnaie nationale</i>	<i>En u.c.</i>	<i>Echéance finale</i>
<i>Francs français</i>			
	<i>(millions)</i>		
6 1/4 % obligations de 1966	10,8	1.944.478	1981
6 1/4 % obligations de 1967	20,0	3.600.921	1985
	<u>FF 30,8</u>	<u>5.545.399</u>	
<i>Lires italiennes</i>			
	<i>(millions)</i>		
7 % obligations de 1971	1.482,0	2.371.200	1986
7 % obligations de 1971	1.326,0	2.121.600	1986
7 % obligations de 1972	1.264,0	2.022.400	1987
	<u>Lit. 4.072,0</u>	<u>6.515.200</u>	
Total : Primes de remboursement		<u>12.060.599</u>	
TOTAL GÉNÉRAL		<u>1.784.305.788</u>	

Annexe D - Notes sur les états financiers

Au 31 décembre 1972

NOTE A - Unité de compte retenue pour l'établissement des états financiers

Les comptes et le bilan de la Banque Européenne d'Investissement sont établis dans l'unité de compte définie à l'article 4, paragraphe 1, de ses Statuts. Sa valeur est de 0,88867088 gramme d'or fin.

La conversion des différentes monnaies nationales a été effectuée sur la base des parités au 31 décembre 1972, déclarées au Fonds Monétaire International.

Les relations de taux de change adoptées en décembre 1971 à Washington n'ayant pas été déclarées sauf en ce qui concerne le dollar comme parités officielles à la fin de l'année 1972, les parités entre l'unité de compte et les monnaies entrant en ligne de compte pour l'établissement des états financiers étaient les suivantes au 31 décembre 1972 :

3,66	Deutsche Mark
5,55419	francs français
625	lires italiennes
3 62	florins hollandais
50	francs belges
50	francs luxembourgeois
1,08571	dollar des États-Unis
4,0841	francs suisses

A la même date, les parités entre l'unité de compte et les monnaies des nouveaux États membres entrant en ligne de compte pour l'établissement des états financiers à partir du 1^{er} janvier 1973, étaient les suivantes :

0,416667	livre sterling
7,50	couronnes danoises
0,416667	livre irlandaise

NOTE B - Portefeuille

Le portefeuille comprend (a) des bons du Trésor, des bons de caisse et des obligations à leur valeur d'achat, limitée éventuellement au nominal ou à la valeur boursière : u.c. 45.089.687, (b) des obligations propres à leur valeur de rachat : u.c. 5.269.757 et (c) des effets bancaires à leur valeur nominale : u.c. 11.513.203.

La répartition, selon les échéances, est la suivante :

— à 3 mois au plus	u.c. 13.726.317
— à plus de 3 mois et à 6 mois au plus . . .	u.c. 10.401.066
— à plus de 6 mois et à 12 mois au plus . . .	u.c. 2.449.844
— à plus de 12 mois	u.c. 35.295.420

NOTE C - Garanties

Cette rubrique comptabilise :

a) *dans le bilan* :

— les garanties au titre de prêts sur mandat, gérés pour le compte d'institutions financières des pays membres dont le montant figurait dans les bilans antérieurs sous la rubrique « Prêts en cours ».	u.c. 92.896.175
---	-----------------

b) *au-dessus de la ligne, mais hors bilan* :

— les garanties, consenties pour la première fois en 1972, sur prêts accordés par des tiers . . .	u.c. 16.393.443
— les garanties, accordées elles aussi pour la première fois en 1972, sur participations des tiers au financement des prêts de la Banque . . .	u.c. 17.290.655

NOTE D - Dépôts spéciaux pour service d'emprunts

Cette rubrique, qui trouve sa contre-partie au passif dans le poste « Coupons et obligations échus - non encore payés », représente le montant des coupons et obligations échus non encore présentés à l'encaissement. Elle s'élève à u.c. 18.970.034

NOTE E - Comptes Divers

Ces comptes comptabilisent :

a) à l'actif du bilan :

- la plus-value nette ressortant de l'évaluation des avoirs nets de la Banque, mais non soumis à l'ajustement de l'article 7 des Statuts, sur la base du poids d'or fin des monnaies résultant de leurs taux centraux (Note G) u.c. 2.846.744
- les devises à recevoir au titre d'opérations de swap en cours au 31 décembre 1972 u.c. 9.512.319
- les comptes de débiteurs divers u.c. 2.233.426

b) au passif du bilan :

- les devises à livrer au titre d'opérations de swap en cours au 31 décembre 1972 u.c. 9.940.855
- les dépenses à régler et autres charges administratives prévues ou à règlement différé à la clôture de l'exercice, ainsi que les comptes de créditeurs divers u.c. 13.279.211

NOTE F - Commissions de gestion

Ce poste représente la rémunération pour la gestion des prêts pour le compte et sur mandat des États membres et de la Communauté Economique Européenne.

NOTE G - Différences de change

Ces postes comptabilisent :

a) au crédit du compte de profits et de pertes :

- les bénéfices nets résultant de l'encaissement des prêts assortis de l'option de change pour la Banque entre les monnaies des pays membres, à la suite des changements de parités monétaires de 1961 et 1969, et de cession de devises u.c. 153.654

— en cas d'une réévaluation éventuelle en cours d'année d'une monnaie détenue par la Banque, les bénéfices acquis par elle à concurrence des montants non soumis à l'ajustement de l'article 7 des Statuts u.c. néant

b) au débit du compte de profits et de pertes :

- en cas d'une dévaluation éventuelle en cours d'année d'une monnaie détenue par la Banque, la perte de change supportée à concurrence des montants non soumis à l'ajustement de l'article 7 des Statuts; la différence de change résultant de la dévaluation du dollar du 8 mai 1972 se chiffre à u.c. 6.801.937

La Banque a affecté à la couverture de cette différence de change :

a) la provision spéciale d'u.c. 4.104.000, constituée en 1971 afin de permettre à la Banque de couvrir la différence de change de nature à grever les avoirs au bilan au 31 décembre 1971 après l'adoption définitive des nouvelles parités monétaires calculées sur la base du poids d'or fin des monnaies résultant de leurs taux centraux en termes de dollars des États-Unis, tels qu'ils ont été notifiés au Fonds Monétaire International en décembre 1971;

b) la plus-value nette d'u.c. 2.846.744, comptabilisée au poste « Divers » de l'actif du bilan (Note E) et ressortant de l'évaluation au 31 décembre 1972 des avoirs nets de la Banque, non soumis à l'ajustement de l'article 7 des Statuts, sur la base du poids d'or fin des monnaies résultant de leurs taux centraux en termes de dollars des États-Unis, tels qu'ils ont été notifiés au Fonds Monétaire International en décembre 1971.

NOTE H - Affectation de l'excédent du compte de profits et pertes

L'excédent du compte de profits et de pertes restant à affecter aux réserves et aux provisions, après amortissement des frais d'émission et des primes de remboursement, s'est élevé en 1972 à u.c. 21.877.738 contre u.c. 20.515.308 en 1971.

Sur la recommandation du Comité de Direction, le Conseil d'Administration a décidé de proposer au Conseil des Gouverneurs d'affecter l'excédent de gestion à concurrence :

- a) de u.c. 4.877.738 à la réserve statutaire,
- b) de u.c. 7.000.000 à la provision pour risques sur prêts et garanties,
- c) de u.c. 7.500.000 à la provision pour risques monétaires,
- d) de u.c. 2.500.000 à la provision pour construction, destinée à faire face aux charges prévues pour la construction d'un nouveau bâtiment de la Banque.

Rapport de Messieurs Price Waterhouse & Co

Monsieur le Président,
Banque Européenne d'Investissement,
Luxembourg.

A notre avis, les états financiers qui précèdent constituent une présentation fidèle et régulière de la situation financière de la Banque Européenne d'Investissement au 31 décembre 1972 et des résultats de ses opérations de l'exercice, selon les principes comptables généralement admis appliqués sur une base conforme à celle de l'exercice précédent. Notre examen a été effectué selon les normes de révision généralement admises et a donc comporté tels sondages de la comptabilité et telles autres opérations de contrôle que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Les états financiers couverts par notre avis sont les suivants :

Bilan

Compte de profits et de pertes

Section spéciale

Etats des souscriptions au capital - Annexe A

Décomposition des prêts en cours - Annexe B

Etat de la dette consolidée - Annexe C

Notes sur les états financiers - Annexe D

Le 10 avril 1973

PRICE WATERHOUSE & Co.

Déclaration du Comité de Vérification

Le Comité constitué en vertu de l'article 14 des Statuts et de l'article 25 du Règlement intérieur de la Banque Européenne d'Investissement pour vérifier la régularité de ses opérations et de ses livres :

- ayant pris connaissance des livres, pièces comptables et documents dont il a jugé l'examen nécessaire dans l'exercice de son mandat,
- ayant pris connaissance du rapport établi par Messieurs Price Waterhouse & Co. en date du 10 avril 1973,

vu le Rapport Annuel 1972 ainsi que le Bilan de la Banque au 31 décembre 1972 et le Compte de Profits et de Pertes pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils ont été établis par le Conseil d'Administration en sa séance du 12 avril 1973,

vu les articles 22, 23 et 24 du Règlement intérieur,

certifie par la présente :

que les opérations de la Banque pendant l'exercice 1972 ont été réalisées dans le respect des formalités et des procédures prescrites par les Statuts et le Règlement intérieur,

que le Bilan et le Compte de Profits et de Pertes sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

Luxembourg, le 8 mai 1973

Le Comité de Vérification

H.G. DAHLGRÜN E. RAUS R. LÉONARD

Tableau 6 : **Situation de la BEI au 1^{er} janvier 1973 (*)** En unités de compte de 0,88867088 gramme d'or fin

Actif	1.1.1973	31.12.1972
A verser par les États membres en compte capital	155.000.000	50.000.000
A recevoir en compte de réserve statutaire et de provisions	58.642.789	—
Caisse et banques		
A vue ou à un an au plus	272.519.425	272.519.425
A plus d'un an	5.611.574	5.611.574
	278.130.999	278.130.999
Portefeuille		
A un an au plus	26.577.227	26.577.227
A plus d'un an	35.295.420	35.295.420
	61.872.647	61.872.647
Prêts en cours (dont à verser - u.c. 298.159.824)	2.160.481.294	2.160.481.294
Garanties		
Créances au titre de prêts sur mandat garantis par la Banque	92.896.175	92.896.175
Créances au titre de garanties sur prêts accordés par des tiers	(16.393.443)	(16.393.443)
Créances au titre de garanties accordées sur participation des tiers aux financements des prêts de la Banque	(17.290.655)	(17.290.655)
Terrains et immeubles	482.398	482.398
Intérêts et commissions à recevoir	30.239.042	30.239.042
Frais d'émission à amortir	38.748.863	38.748.863
Primes de remboursement à amortir	8.639.433	8.639.433
Dépôts spéciaux pour service d'emprunts	18.970.034	18.970.034
Divers	14.592.489	14.592.489
	2.918.696.163	2.755.053.374
Comptes d'ordre		
Titres reçus en garantie de prêts sur mandat	23.224.044	23.224.044
Titres reçus en dépôt	92.105.627	92.105.627

Tableau 7: **Etat des souscriptions au capital au 1.1.1973**

Pays membres	Capital souscrit	Capital non appelé (¹)
Allemagne	450.000	360.000
France	450.000	360.000
Royaume-Uni	450.000	360.000
Italie	360.000	288.000
Belgique	118.500	94.800
Pays-Bas	118.500	94.800
Danemark	60.000	48.000
Irlande	15.000	12.000
Luxembourg	3.000	2.400
Totaux	2.025.000	1.620.000

A la suite de l'adhésion à la Communauté Économique Européenne du Royaume de Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, le capital souscrit a été porté, le 1^{er} janvier 1973, de 1.500.000.000 à 2.025.000.000 unités de compte, et le capital versé de 300.000.000 à 405.000.000 unités de compte.

Les nouveaux États membres participent également à la réserve statutaire et aux provisions équivalant à des réserves, telles qu'elles figurent au bilan au 31 décembre 1972, à concurrence de 35 %. Compte tenu des apports des capitaux des nouveaux États membres, la situation de la Banque au 1^{er} janvier 1973 et l'état des souscriptions au capital se présentent comme indiqué dans les tableaux 6 et 7

(*) Voir états financiers, pages 50 à 60

(¹) Le Conseil d'Administration peut en exiger le versement pour autant que ce versement est rendu nécessaire pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

Passif

1.1.1973

31.12.1972

Capital		
Souscrit	2.025.000.000	1.500.000.000
Non appelé.	1.620.000.000	1.200.000.000
	405.000.000	300.000.000
Réserve statutaire	92.543.616	68.550.827
Provisions		
Pour risques sur prêts et garanties	95.850.000	71.000.000
Pour péréquation d'intérêts	12.150.000	9.000.000
Pour risques monétaires	16.875.000	12.500.000
Pour construction	8.775.000	6.500.000
	133.650.000	99.000.000
Frais d'émission amortis précédemment et réactivés	23.127.079	23.127.079
Fonds de pension du personnel	3.248.490	3.248.490
Dettes envers États membres pour ajustement du capital	107.199	107.199
Emprunts (dont exigible à moins d'un an - u.c. 40.035.097)		
Obligations et bons de caisse	1.521.120.207	1.521.120.207
Autres emprunts à moyen et long terme	251.124.982	251.124.982
	1.772.245.189	1.772.245.189
Primes de remboursement sur obligations	12.060.599	12.060.599
	1.784.305.788	1.784.305.788
Montants à verser sur prêts en cours	298.159.824	298.159.824
Garanties		
Sur prêts sur mandat garantis par la Banque	92.896.175	92.896.175
Sur prêts accordés par des tiers	(16.393.443)	(16.393.443)
Sur participations des tiers aux financements des prêts de la Banque	(17.290.655)	(17.290.655)
Intérêts et commissions à payer et intérêts reçus d'avance	43.467.892	43.467.892
Coupons et obligations échus - non encore payés	18.970.034	18.970.034
Divers	23.220.066	23.220.066
	2.918.696.163	2.755.053.374

Évaluation provisoire, dans l'attente de la fixation définitive du montant de la contribution des nouveaux États membres aux réserves et aux provisions de la Banque.

En milliers d'unités de compte

Capital appelé

Versé au 31.12.1972	le 31. 1.1973	le 28. 2.1973	le 30. 9.1973	le 31. 1.1974	le 30. 4.1974	le 30.11.1974	le 30. 6.1975	Total
75.000	7.500	—	—	7.500	—	—	—	90.000
75.000	7.500	—	—	7.500	—	—	—	90.000
—	—	18.000	18.000	—	18.000	18.000	18.000	90.000
60.000	6.000	—	—	6.000	—	—	—	72.000
21.625	1.037,5	—	—	1.037,5	—	—	—	23.700
17.875	2.912,5	—	—	2.912,5	—	—	—	23.700
—	—	2.400	2.400	—	2.400	2.400	2.400	12.000
—	—	600	600	—	600	600	600	3.000
500	50	—	—	50	—	—	—	600
250.000	25.000	21.000	21.000	25.000	21.000	21.000	21.000	405.000

Tableau 8 : Liste des projets financés en 1972

	millions u.c.	millions u.c.	
OPERATIONS ORDINAIRES			
PAYS MEMBRES			
Allemagne			
1. Centrale nucléaire, à Brunsbüttel (Schleswig-Holstein) Kernkraftwerk Brunsbüttel GmbH	26,1		
2. Centrale nucléaire, à Philippsburg (Bade-Wurtemberg) Kernkraftwerk Philippsburg GmbH	30,0		
3. Section allemande du gazoduc destiné à acheminer vers l'Italie le gaz naturel des Pays-Bas SNAM S.p.A.	29,7		
4. Gisement de sel gemme et saumoduc, à Epe (Rhénanie du Nord - Westphalie) Salzgewinnungsgesellschaft Westfalen mbH	5,7		
5. Train à fil à quatre lignes, à Völklingen (Sarre) Stahlwerke Röchling-Burbach GmbH	7,1		
6. Extension d'une usine de produits de base d'aluminium et de plomb, à Hannoversch Münden (Basse-Saxe) Haendler & Natermann AG	1,1		
7. Usine de panneaux en carton-plâtre et extraction du gypse servant de matière première à Hartershofen près de Rothenburg o.d. Tauber (Bavière) Gyproc GmbH Baustoffproduktion und Co. KG	4,3		
8. Usine d'oléfines, à Münchsmünster (Bavière) Gelsenberg AG	17,1*		
9. Conversion et extension du département pneumatiques de l'usine de Reinsdorf (Basse-Saxe) Phoenix Gummiwerke AG	3,4		
10. Prêt global à la Landesbank und Girozentrale Schleswig-Holstein pour le financement d'initiatives industrielles de petite et moyenne dimension dans le Land de Schleswig-Holstein	5,7		
France			
11. Centrale nucléaire, à Fessenheim (Alsace) Electricité de France (E.D.F.), Service National	30,0		
12. Acquisition de dix avions courts courriers du type Mercure Air Inter			25,2
13. Terminal pour la regazéification de gaz naturel liquide à Fos-sur-Mer (Provence - Côte d'Azur) et gazoducs destinés au transport de ce gaz vers les régions méditerranéennes de la France, la Vallée du Rhône jusqu'à Tersanne et, au-delà vers Grenoble et Chambéry Gaz de France (G.D.F.), Service National			30,0
14. Extension et modernisation des télécommunications en Auvergne Administration des Postes et Télécommunications			25,2
15. Extension et modernisation des télécommunications en Aquitaine Administration des Postes et Télécommunications			30,0
16. Usine de chaux, à Châteauneuf-les-Martigues (Provence - Côte d'Azur) Chaux de Provence S.A.			1,8
17. Prêt global à la Société Lorraine de Développement et d'Expansion - LORDEX pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension en Lorraine			2,7
Italie			
18. Deuxième chaussée sur le tronçon Multedo - Albisola de l'autoroute Gênes - Savone (Ligurie) Autostrade - Concessioni e Costruzioni Autostrade S.p.A.			29,7
19. Rcade autoroutière de Naples (Campanie) Infrasud S.p.A.			15,8
20. Section Bari - Massafra (Pouilles) de l'Autoroute Ionienne Autostrade - Concessioni e Costruzioni Autostrade S.p.A.			27,7
21. Extension des télécommunications en Campanie SIP - Società Italiana per l'Esercizio Telefonico S.p.A.			29,7
22. Laminoir à chaud et deux ateliers de fabrication de tubes dans le centre sidérurgique de Tarente (Pouilles) Italsider S.p.A.			29,7
* garantie			

* garantie

	millions u.c.
23. Cimenterie, à Maddaloni (Campanie) Cementir - Cementerie del Tirreno S.p.A.	11,9
24. Cimenterie, à Samatzai (Sardaigne) Cementerie di Sardegna S.p.A.	13,9
25. Renforcement des installations de production de fibres synthétiques de l'usine de Paliano (Latium) Snia Viscosa - Società Nazionale Industria Applicazioni Viscosa S.p.A.	4,9
26. Usine métallurgique pour la production et l'usinage de pièces diverses en titane et alliages de titane, superalliages et aciers inoxydables, à Bolotana (Sardaigne) Metallurgica del Tirso S.p.A.	6,3
27. Usine de mécanismes de direction pour véhicules automobiles, à Sulmona (Abruzzes) FIAT S.p.A.	5,9
28. Usine d'équipements électriques pour véhicules automobiles, à San Salvo (Abruzzes) Fabbrica Italiana Magneti Marelli S.p.A.	15,8
29. Prêt global à l'I.M.I. - Istituto Mobiliare Italiano pour le financement d'initiatives de petite et moyenne dimension dans le Mezzogiorno conti- nental	24,7

Belgique

30. Centrale nucléaire, à Tihange (Liège) Société Belgo-Française d'Energie Nucléaire Mosane - S.E.M.O., S.A.	14,4
---	------

ETATS AFRICAINS ET MALGACHE ASSOCIES

République Unie du Cameroun

31. Extension d'une usine de broyage de clinker, à Bonabéri (zone industrielle et portuaire de Douala) Cimenteries du Cameroun - CIMENCAM	0,6
--	-----

République de Côte-d'Ivoire

32. Amélioration des accès du port d'Abidjan République de Côte-d'Ivoire	4,7
33. Usine de filature-tissage, à Dimbokro Union Industrielle de Côte-d'Ivoire - UTEXI	4,5

Républiques de Côte-d'Ivoire et de Haute-Volta

34. Renouvellement et accroissement du matériel roulant Régie du Chemin de Fer Abidjan - Niger (R.A.N.)	3,0
--	-----

OPERATIONS SPECIALES

ETATS AFRICAINS ET MALGACHE ASSOCIES

République Populaire du Congo

35. Accroissement des capacités de stockage et de manutention du port de Brazzaville et acquisition d'un remorqueur de haute mer pour le Port de Pointe-Noire Agence Transcongolaise des Communications (ATC)	2,0
--	-----

République du Dahomey

36. Huilerie de palme dans la région d'Agonvy République du Dahomey	3,3
---	-----

République Gabonaise

37. Liaisons téléphoniques et télégraphiques entre Mouila et la région minière de Moanda et Franceville Office des Postes et Télécommunications	0,8
--	-----

République du Sénégal

38. Usine d'égrenage de coton à Velingara dans la région de Casamance et égreneuse pour l'usine d'égrenage de Kahone dans la région de Sine- Saloum République du Sénégal	1,0
--	-----

République de Côte-d'Ivoire

39. Prise de participation dans le capital de la Société UTEXI Union Industrielle de Côte-d'Ivoire - UTEXI	1,0
---	-----

Tableau 9 : Prêts, garanties et participation de 1958 à 1972

Répartition par types de financement et par pays

Pays	Nombre de projets	Montant millions u.c.	% du total
Opérations ordinaires			
Pays membres :			
Allemagne	44	353,6	12,4
France	56	570,5	20,1
Italie	196	1.412,3	49,7
Pays-Bas	5	42,9	1,5
Belgique	6	67,2	2,4
Luxembourg	3	9,0	0,3
Total	310	2.455,5	86,4
<i>dont garanties ⁽¹⁾</i>	<i>9</i>	<i>110,0</i>	<i>3,9</i>
Pays associés :			
Grèce	15	69,2	2,4
E.A.M.A. - P.T.O.M.	26	86,5	3,1
— Cameroun	8	15,5	
— Congo-Brazzaville	1	9,0	
— Côte-d'Ivoire	6	20,8	
— Gabon	3	3,2	
— Haute-Volta	1	0,5	
— Mauritanie	1	11,0	
— Sénégal	2	3,9	
— Zaïre	2	17,6	
— Côte-d'Ivoire et Haute-Volta	1	3,0	
— Nouvelle-Calédonie	1	2,0	
Total	41	155,7	5,5
Total des opérations ordinaires	351	2.611,2	91,9
Opérations spéciales ⁽²⁾			
Turquie	36	175,0	6,2
E.A.M.A. - P.T.O.M.	21	55,8	1,9
— Cameroun	4	14,5	
— Congo-Brazzaville	1	2,0	
— Côte-d'Ivoire	5	13,4	
— Dahomey	1	3,3	
— Gabon	2	3,2	
— Madagascar	1	1,9	
— Mauritanie	1	2,7	
— Sénégal	1	1,0	
— Tchad	1	1,2	
— Zaïre	1	9,0	
— Nouvelle-Calédonie	1	1,0	
— Surinam	1	1,9	
— La Réunion (D.O.M.)	1	0,7	
Total des opérations spéciales	57	230,8	8,1
<i>dont participation au capital ⁽³⁾</i>	<i>1</i>	<i>1,0</i>	
Total général	408	2.842,0	100,0

⁽¹⁾ dont Italie: 90,2 millions d'unités de compte; France: 2,7 millions d'unités de compte; Allemagne: 17,1 millions d'unités de compte.

⁽²⁾ Opérations à conditions spéciales sur ressources des États membres (Turquie), et du F.E.D. (E.A.M.A.-P.T.O.M.-D.O.M.) ayant fait l'objet d'une proposition de financement ou d'un avis de la Banque et d'une décision de financement de la Commission des Communautés Européennes.

⁽³⁾ Projet situé en Côte-d'Ivoire.

Tableau 10 : Prêts, garanties et participation de 1958 à 1972

Répartition par secteurs
(y compris les affectations sur prêts globaux)

Secteurs	Nombre		Montant		
	Prêts, garanties et participation	Affectations sur prêts globaux	Total		dont :
			Millions u.c.	%	Affectations sur prêts globaux millions u.c.
Travaux d'infrastructure	127	—	1.657,4	58,3	—
Aménagement agricole	12	—	139,8	4,9	—
Energie (production et transport)	34	—	381,8	13,4	—
Alimentation en eau et distribution	2	—	28,0	1,0	—
Transports	61	—	815,3	28,6	—
dont :					
Chemins de fer	12	—	154,1	5,4	—
Routes et ouvrages d'art	32	—	467,9	16,4	—
Voies navigables	1	—	24,0	0,8	—
Transports aériens	1	—	25,2	0,9	—
Installations portuaires	6	—	13,4	0,5	—
Gazoducs	9	—	130,7	4,6	—
Télécommunications	15	—	266,1	9,4	—
Infrastructure touristique	1	—	10,0	0,4	—
Autres	2	—	16,3	0,6	—
Industrie et services	281	125	1.184,6	41,7	55,0
Industrie	278	125	1.173,6	41,3	55,0
Industries extractives	6	7	44,6	1,6	2,3
Sidérurgie et première transformation des métaux	29	7	262,0	9,2	3,2
Matériaux de construction	25	11	80,0	2,8	5,2
Industrie du bois	3	4	6,3	0,2	0,9
Verre et céramique	10	3	17,5	0,6	1,1
Industrie chimique	66	8	308,0	10,9	2,9
Ouvrages en métaux et mécanique	25	29	99,7	3,5	12,5
Automobiles, matériel de transport	8	3	67,0	2,4	2,0
Construction électrique, électronique	11	7	46,3	1,6	3,1
Produits alimentaires	35	16	77,0	2,7	8,7
Textiles et cuirs	27	9	34,9	1,2	3,5
Pâte à papier - Papier	8	7	45,6	1,6	3,5
Transformation du caoutchouc et matières plastiques	9	11	41,6	1,5	4,9
Autres industries	3	3	4,2	0,1	1,2
Prêts globaux	13	—	38,8 ⁽¹⁾	1,4	—
Services	3	—	11,0	0,4	—
Tourisme	2	—	8,3	0,3	—
Recherche et développement	1	—	2,7	0,1	—
Total général	408	125	2.842,0	100,0	55,0

⁽¹⁾ Ce montant correspond à la partie non affectée des prêts globaux.

Tableau 11 : Prêts et garanties dans la Communauté

Répartition selon l'objectif dominant (1)

	1972		1958-1972	
	Montant millions u.c.	%	Montant millions u.c.	%
1. Développement régional (130a et 130b)	341,8	67,6	1.826,5	74,4
2. Modernisation et conversion d'entreprises (création d'activités nouvelles, technologies nouvelles, etc.) (130b)	12,9	2,5	59,3	2,4
3. Intérêt commun (130c)	151,2	29,9	549,4	22,4
— Coopération industrielle, recherche et développement	1,8	0,4	71,6	2,9
— Infrastructures d'intérêt européen	149,4	29,5	477,8	19,5
4. Directive spéciale (Berlin-Ouest)	—	—	20,3	0,8
Total	505,9	100,0	2.455,5	100,0

(1) Répartition des projets selon les objectifs de politique économique assignés à la Banque par l'article 130 du Traité de Rome, en prenant pour critère l'objectif prépondérant: le montant total de chaque prêt est donc affecté à la catégorie correspondante et à elle seule.

Tableau 12 : Prêts et garanties dans la Communauté

Répartition selon les divers objectifs de politique économique (1)

en millions d'unités de compte

Pays	Nombre de projets	Prêts et garanties		dont :					
				Développement régional		Modernisation et conversion d'entreprises (création d'acti- vités nouvelles et technologies nouvelles, etc.) (130 b)	Intérêt commun à plusieurs Etats membres		Directive spéciale (Berlin- Ouest)
				Mise en valeur des régions moins développées (130 a)	Conversion (130 b)	Coopération industrielle et recherche- développement (130 c)	Infrastructures d'intérêt européen (130 c)		
Année 1972									
Allemagne	10	130,4	57,9	—	16,3	12,9	85,9	—	
France	7	144,9	110,4	32,7	—	1,8	60,0	—	
Italie	12	216,2	186,5	—	18,2	—	29,7	—	
Belgique	1	14,4	—	14,4	—	14,4	14,4	—	
Total	30	505,9	354,8	47,1	34,5	29,1	190,0	—	
De 1958 à 1972									
Allemagne	44	353,6	186,4	46,0	38,0	41,2	179,2	20,3	
France	56	570,5	357,1	136,1	6,6	59,1	141,0	—	
Italie	196	1.412,3	1.242,7	4,8	35,8	41,8	238,0	—	
Pays-Bas	5	42,9	18,0	22,1	—	2,8	24,9	—	
Belgique	6	67,2	4,8	36,4	16,0	36,4	30,4	—	
Luxembourg	3	9,0	—	4,0	—	—	5,0	—	
Total	310	2.455,5	1.809,0	249,4	96,4	181,3	618,5	20,3	

(1) Répartition des projets dans les pays membres selon les divers objectifs de politique économique de l'article 130 du Traité de Rome fixant les tâches de la Banque. Contrairement à la présentation adoptée pour le tableau 11, ils sont repris chaque fois pour leur montant total, sous les différentes catégories. Les chiffres indiqués pour chacun d'eux ne peuvent donc être cumulés.

Tableau 13 : Prêts et garanties dans la Communauté

Répartition par types de financement

Pays	Prêts directs		Prêts indirects		Prêts globaux		Garanties		Total	
	Nombre	Millions u.c.	Nombre	Millions u.c.	Nombre	Millions u.c.	Nombre	Millions u.c.	Nombre	Millions u.c.
Allemagne	7	77,9	1	29,7	1	5,7	1	17,1	10	130,4
France	4	87,0	2	55,2	1	2,7	—	—	7	144,9
Italie	4	102,9	7	88,5	1	24,8	—	—	12	216,2
Belgique	1	14,4	—	—	—	—	—	—	1	14,4
Total	16	282,3	10	173,4	3	33,2	1	17,1	30	505,9

Tableau 14 : Prêts globaux dans la Communauté de 1968 à 1972

Répartition par instituts intermédiaires

Instituts intermédiaires (2)	Prêts globaux		Affectations 1969-1972		Soldes à affecter
	Millions u.c. (1)	Nombre	Millions u.c. (1)	Nombre	Millions u.c. (1)
ISVEIMER	10,00	28	10,00		—
CIS	3,60	7	3,60		—
IKB	10,00	12	6,89		3,11 (3)
SADE	6,30	24	6,30		—
IRFIS	5,00 (1)	10	4,98		—
CIS II	5,00 (1)	13	4,97		—
SODERO	1,98	2	0,83		1,15
ISVEIMER II	15,00 (1)	18	13,66		1,19
LORDEX	2,70	—	—		2,70
Landesbank und Girozentrale Schleswig-Holstein	5,72	—	—		5,72
IMI	24,75	—	—		24,75
Total	90,05 (1)	114	51,23		38,62

(1) La conversion des montants en unités de compte a été effectuée sur la base des taux indiqués page 6 pour les affectations postérieures au 21 décembre 1971 ainsi que pour les soldes à affecter.

Les différences entre le montant indiqué et le montant affecté ou à affecter s'expliquent du fait que ces prêts ont été signés avant le 21 décembre 1971, mais qu'une partie de leur montant a été affectée postérieurement à cette date.

(2) Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale, Naples (ISVEIMER).
Credito Industriale Sardo, Cagliari (CIS).
Industriekreditbank AG, Düsseldorf (IKB).
Société Alsacienne de Développement et d'Expansion, Strasbourg (SADE).
Istituto Regionale per il Finanziamento alle Industrie in Sicilia, Palerme (IRFIS).
Société de Développement Régional de l'Ouest, Nantes (SODERO).
Société Lorraine de Développement et d'Expansion, Nancy (LORDEX).
Istituto Mobiliare Italiano, Rome (IMI).

(3) Ce solde inutilisé a été annulé.

Tableau 15 : Affectations sur prêts globaux dans la Communauté

Répartition par régions et par secteurs

Régions/ Secteurs	1972			1969 à 1972		
	Nombre	Montant des affectations Millions u.c.	%	Nombre	Montant des affectations Millions u.c.	%
REGIONS						
Allemagne				12	6,89	13,4
Hesse				1	0,82	1,6
Basse-Saxe				2	1,19	2,3
Rhénanie du Nord-Westphalie				7	3,62	7,1
Rhénanie-Palatinat				2	1,26	2,4
France	7	2,80	13,2	26	7,13	13,9
Alsace	6	2,24	10,6	24	6,30	12,3
Pays de la Loire	1	0,56	2,6	2	0,83	1,6
Italie	29	18,46	86,8	76	37,21	72,7
Abruzzes	3	1,94	9,1	6	3,38	6,6
Basilicate				1	0,64	1,3
Calabre				1	0,24	0,5
Campanie	6	3,29	15,4	17	6,95	13,6
Latium	7	6,93	32,6	14	8,97	17,5
Marches	2	1,50	7,1	3	2,06	4,0
Pouilles				4	1,42	2,8
Sardaigne	7	3,06	14,4	20	8,57	16,7
Sicile	4	1,74	8,2	10	4,98	9,7
Total	36	21,27	100,0	114	51,23	100,0
SECTEURS						
Industries extractives				7	2,29	4,5
Sidérurgie et première transformation des métaux	1	0,59	2,8	5	2,65	5,2
Matériaux de construction	6	3,21	15,1	11	5,22	10,2
Industrie du bois	—	—	—	3	0,49	1,0
Verre et céramique	—	—	—	3	1,13	2,2
Industrie chimique	2	0,65	3,0	4	1,41	2,7
Ouvrage en métaux et mécanique	7	3,76	17,7	27	11,78	23,0
Automobiles - matériel de transport	2	1,58	7,4	3	2,02	4,0
Construction électrique - électronique	4	2,49	11,7	6	2,79	5,4
Produits alimentaires	6	4,94	23,2	15	8,22	16,0
Textiles et cuirs	5	2,31	10,9	9	3,53	6,9
Pâte à papier - papier	2	1,34	6,3	7	3,53	6,9
Transformation caoutchouc et matières plastiques	1	0,40	1,9	11	4,92	9,6
Autres industries	—	—	—	3	1,24	2,4
Total	36	21,27	100,0	114	51,23	100,0

Tableau 16 : Emprunts émis en 1972

Date du contrat	Émission au cours du mois de	Lieu d'émission	Monnaie de sous-cription	Montant en monnaie nationale (millions)	Montant en millions d'u.c. (Taux centraux)	Durée de l'emprunt	Taux nominal	Nature de l'émission
31. 1.1972	février	Luxembourg	Flux.	400	8,2	10 ans	7,5 %	Placement privé
1. 2.1972	février	Belgique	FB	400	8 2	15 ans	7,5 %	Placement privé
8. 2.1972	février	Luxembourg	\$ US	50	46,1	18 ans	7,5 %	Placement public (1)
25. 2.1972	février	Italie	Lit.	20.000	31,7	15 ans	7 %	Placement privé
3. 3.1972	mars	Allemagne	DM	100	28,6	15 ans	6,5 %	Placement public (2)
13. 6.1972	juin	Luxembourg	\$ US	20	18,4	5 ans	variable	Placement privé
18. 7.1972	juillet	Pays-Bas	Hfl.	50	14,2	15 ans	7,75 %	Placement public (3)
18. 7.1972	juillet	Italie	Lit.	20.000	31,7	15 ans	7 %	Placement public (4)
20. 7.1972	juillet	Luxembourg	FF	175	31,5	15 ans	7,25 %	Placement public (5)
25. 7.1972	juillet	Luxembourg	\$ US	20	18,4	15 ans	7,75 %	Placement privé
1. 9.1972	septembre	Luxembourg	Hfl.	50	14,2	10 ans	6 %	Placement privé
12. 9.1972	septembre	Allemagne	DM	100	28,6	15 ans	6 %	Placement public (6)
14. 9.1972	septembre	Luxembourg	Flux.	500	10,3	8 ans	7 %	Placement privé
5.10.1972	octobre	Luxembourg	\$ US	50	46,1	15 ans	7,25 %	Placement public (7)
28.11.1972	novembre	Luxembourg	\$ US	75	69,1	15 ans	7 %	Placement public (8)
29.11.1972	novembre	Belgique	FB	1.200	24,7	15 ans	6,75 %	Placement public (9)
6.12.1972	décembre	Luxembourg	Flux.	400	8,2	15 ans	6,75 %	Placement public (10)
11.12.1972	décembre	Suisse	FS	50	12,0	5 ans	6,25 %	Placement privé
11.12.1972	décembre	Suisse	FS	50	12,0	7 ans	6,50 %	Placement privé

(1) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de Kuhn, Loeb & Co., de la Banca Commerciale Italiana, l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Deutsche Bank AG, The First Boston Corporation, Lazard Frères & Co., la Société Générale de Banque S.A., l'Union Bank of Switzerland (Underwriters) Limited et la Banque Internationale à Luxembourg S.A., offre en souscription publique à 97,5 %.

(2) Pris ferme par un syndicat de banques sous la direction de la Deutsche Bank AG, et la co-direction de la Dresdner Bank AG, de la Commerzbank AG, et de la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, offre en souscription publique à 98,75 %.

(3) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., l'Algemene Bank Nederland N.V., la Bank Mees & Hope N.V. et Pierson, Heldring & Pierson, offre en souscription publique à 100 %.

(4) Pris ferme par un syndicat de banques italiennes dirigé par la Mediobanca à Milan, offre en souscription publique à 98,5 %.

(5) Pris ferme par un syndicat bancaire composé du Crédit Commercial de France, Lazard Frères & Cie, The Daiwa Securities Co., Ltd., de la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Banca Commerciale Italiana, la Banque de Bruxelles S.A., la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise et l'Union Bank of Switzerland (Underwriters) Limited.

(6) Pris ferme par un syndicat de banques sous la direction de la Deutsche Bank AG, et la co-direction de la Dresdner Bank AG, de la Commerzbank AG, et de la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, offre en souscription publique à 100,50 %.

(7) Pris ferme par un syndicat composé de la Banca Commerciale Italiana, la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, The Nikko Securities Co., Ltd., l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Deutsche Bank AG, The First Boston Corporation, la Société Générale de Banque S.A. et l'Union Bank of Switzerland (Underwriters) Limited, offre en souscription publique à 98,50 %.

(8) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, la Banca Commerciale Italiana, l'Algemene Bank Nederland N.V., l'Amsterdam-Rotterdam Bank N.V., la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Crédit Commercial de France, le Credito Italiano, la Deutsche Bank AG, The First Boston Corporation, la Société Générale de Banque S.A., l'Union Bank of Switzerland (Underwriters) Limited et la Westdeutsche Landesbank Girozentrale, offre en souscription publique à 99,50 %.

(9) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Société Générale de Banque S.A., la Banque de Bruxelles et la Banque de Paris et des Pays-Bas, offre en souscription publique à 98,25 %.

(10) Pris ferme par un syndicat bancaire composé de la Banque Internationale à Luxembourg S.A., la Banque Générale du Luxembourg S.A., la Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, la Banque Lambert-Luxembourg S.A., la Banque de Paris et des Pays-Bas pour le Grand-Duché de Luxembourg S.A. et la Caisse d'Épargne de l'État, offre en souscription publique à 99 %.

Pour toute demande d'information complémentaire, s'adresser à la

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT
2, place de Metz - Luxembourg
Tél. 43.50.11 - Télex 222 bankeuro L

ou à ses bureaux extérieurs

Département Italie
Via Sardegna, 38 - 00187 Rome
Tél. 48.36.51 - Télex 62 130 bankeuro

Bureau de Représentation à Bruxelles
Rue Royale, 60 - 1000 Bruxelles
Tél. 13.40.00 - Télex 21 721 bankeu b

qui tiennent également à disposition les publications suivantes :

- **Statuts** et autres dispositions régissant la BEI
1973; 36 p.; (dk, d, e, f, i, n)
- **Rapports annuels**
depuis 1958
(d, e, f, i, n, à partir de 1972 en danois)
- **Prêts et Garanties dans les Pays Membres
de la Communauté Européenne**
1972; 20 p.; (d, e, f, i, n)
- **Interventions dans les Etats Africains et Malgache
et dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer Associés**
1973; 20 p.; (d, e, f, i, n)
- **La Banque Européenne d'Investissement
et les problèmes du Mezzogiorno**
Direction des Études
1972; 35 p.; (d, e, f, i)

Maquette de couverture : B. Hoffner, Mulhouse.

Réalisation graphique : Weissenbruch S.A., Imprimeur du Roi, Bruxelles.

La Banque Européenne d'Investissement présente ses remerciements aux promoteurs qui ont bien voulu mettre à sa disposition la documentation photographique utilisée.

European Investment Bank
Banque Européenne d'Investissement
Europese Investeringsbank
Banca Europea per gli Investimenti
Europäische Investitionsbank
Den Europæiske Investeringsbank